

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 38. — Vendredi 30 mai 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

Au secours des condamnés à mort!

A l'appel de la Ligue communiste cent étudiants et ouvriers indochinois manifestent devant l'Élysée

L'impérialisme, qui soumet à une exploitation atroce les populations de l'Indochine ne veut supporter la moindre atteinte à sa puissance. Il est décidé à écraser dans le sang les premières révoltes que l'excès de ses crimes engendre dans les colonies. Le régime de famine permanente qu'il fait régner sur ses esclaves coloniaux comporte nécessairement un régime de terreur permanente. Pour préserver les dividendes recueillis dans l'extermination de populations entières, il lui faut frapper à mort les révoltés qui se lèvent parmi les travailleurs. Docile, le gouverneur général se fait l'exécuteur des marchands. Docile, le gouverneur général suprême, le compare à qui la Constitution remet les pouvoirs honorifiques supérieurs, le président de la République se fait leur exécuteur suprême. Tout l'appareil de l'Etat, jusqu'en son sommet hiérarchique, sanctionne les volontés de meurtre des financiers à la Homberg, Fontaine et consorts.

Quatre révoltés ont déjà été suppliciés. Trente-neuf autres condamnés à mort attendent que se parachèvent les rites paperassiers auxquels les hyènes de la presse vénale reprochent de retarder trop longtemps leur martyre.

Les révolutionnaires savent que c'est l'impérialisme, menacé par les révoltes des travailleurs coloniaux, qui commande aux bourreaux. Les prolétaires savent que c'est le même pouvoir qui les exploite et qui opprime les travailleurs des colonies. Ils savent que la révolte des prolétaires coloniaux est indissolublement solidaire de leur lutte contre le capitalisme exploiteur.

Pour se dresser contre l'impérialisme criminel, pour lier la lutte des travailleurs de France à la lutte des exploités des colonies, pour appeler par un geste éclatant le prolétariat entier à se dresser contre le pouvoir d'Etat, criminel serviteur des puissances financières, les révolutionnaires ont décidé de porter leur appel vigoureux aux portes mêmes du

représentant suprême de l'Etat, de celui entre les mains duquel la fiction fait reposer le sort des trente-neuf révoltés, devant le Palais de l'Élysée.

Le jeudi 22 mai, à trois heures de l'après-midi, à l'appel de la Ligue communiste (Opposition), une manifestation puissante groupait une centaine d'ouvriers et d'étudiants indochinois devant l'entrée de l'Élysée. Pendant une demi-heure, nos camarades tinrent déployée une banderole sur laquelle était inscrit : « Libérez nos trente-neuf condamnés à mort. » Ils firent voler des centaines de tracts à travers la rue; ils firent entendre leurs clameurs véhémentes sous les fenêtres du chef de l'Etat.

Préparée avec la plus grande méthode par nos camarades de la Ligue la manifestation se déroula dans une précision et un ordre absolus. Au milieu des voitures, dont la circulation était interrompue, les policiers surpris par cette manifestation imposante et inattendue, attendirent pour intervenir l'arrivée de renforts. Les travailleurs des chantiers voisins marquaient leur sympathie aux manifestants. Quand la police, mandée en toute hâte eut décuplé ses effectifs, les policiers se ruèrent avec brutalité sur les manifestants. Douze de nos camarades furent arrêtés et traînés au poste de police où la rage des policiers se donna libre cours. Ce sont Nguyen van Tao, Dao Than Phat, Tran van Chieu; Dang Ba Leng, Huyn van Phuong, Than van Don, Albert Susiny, Ta Thu Thou, Tran van Ty, Tran van Gian, Le van Thu, et Francis Gérard. Un de nos camarades, blessé à la tête, était couvert de sang.

La démonstration puissante de nos camarades avait eu toute sa signification. Elle constitue un vigoureux et vibrant appel aux travailleurs du pays entier, pour qu'ils se joignent à eux dans la lutte révolutionnaire contre les crimes des pillards colonialistes, et pour que se resserrent, à cette occasion les rangs du prolétariat révolutionnaire.

Les poursuites

Par tous les moyens, le gouvernement s'efforça de faire le silence le plus complet sur la manifestation. Il n'y put parvenir. La presse bourgeoise, brûlée au vif, exhala sa haine et réclama une répression implacable contre les manifestants arrêtés. Le requin Outrey écrit dans l'Ordre : « L'heure est passée des discussions oiseuses, des arguties possibles (?). C'est l'action prompt et rapide qui nous est désormais nécessaire. » Dans la Liberté, le véreux Saigonnais, Aymard, écrit : « Hier, il s'est produit un incident que

les pouvoirs publics auraient bien voulu dissimuler entièrement : mais ils n'y sont pas parvenus... Si l'on veut sincèrement mettre fin à ces agitations spasmodiques qui ébranlent peu à peu les assises de nos colonies avant l'assaut final, c'est à la tête qu'il faut frapper, c'est-à-dire à Paris et à Moscou. » Dans l'Intransigeant, Léon Bailby écrit : « L'incident bien préparé et développé avec audace n'a pu être réprimé par la police qu'après un temps de désarroi... Si nous voulons conserver l'Indochine, il faut en arrêter des

moyens et s'en tenir à la décision prise. » Les préposés du capital avaient reconnu la valeur et la signification du geste de nos camarades.

Le gouvernement ne tarda pas à suivre les injonctions du capital. La démonstration puissante et disciplinée de nos camarades s'était déroulée avec une pleine possession de soi. Aucun prétexte n'avait été donné à la fureur de la répression. Un passant qui, par aberration avait prêté main-forte aux agents au cours de leur sauvage agression et qui croyait avoir reçu un coup de pied, déclarait immédiatement que le coup avait été involontaire et qu'il ne voulait aucunement porter plainte. Aucune poursuite n'était possible.

Mais les exploités coloniaux veulent avoir, pour leur besogne sanglante, les mains libres. La presse bourgeoise hurlait. Le gouvernement et sa magistrature policière devaient suivre. Ils mirent vingt-quatre heures à trouver une inculpation qui puisse permettre de recouvrir d'une apparence de légalité l'incarcération de nos camarades. On déclara que les manifestants indochinois seraient poursuivis pour « rébellion en bande ». Ce crime de

droit commun est puni de cinq ans à dix ans de réclusion.

La procédure des cours martiales aux ordres des marchands d'Indochine étant ainsi étendue aux tribunaux français nos onze camarades furent emprisonnés à la Santé et à la Petite-Roquette où ils se trouvent au régime du droit commun.

Appelés mardi soir devant le juge, ils revendiquèrent hautement la responsabilité de leur vaillante protestation contre les crimes des pillards colonialistes. L'instruction révéla l'inconsistance de l'accusation et Gérard Rosenthal, André Berthon, Rogès, Ly Binh Hue, Pitard, Gabrieli qui assistaient nos camarades, déposèrent immédiatement une demande de mise en liberté. Le procès que le gouvernement prépare sera le procès de l'exploitation coloniale. Le capital et son fidèle serviteur le pouvoir d'Etat y seront dénoncés face aux travailleurs que nous appelons à lutter de toutes leurs forces pour répondre à l'appel de nos camarades, pour se dresser contre les crimes cyniques de l'impérialisme et pour exiger la libération immédiate de nos onze camarades emprisonnés.

Un nouveau crime de Tardieu Le gouvernement livre nos camarades à la vengeance des forbans coloniaux

La manifestation de la Ligue communiste doit ouvrir le vaste mouvement de protestation et de lutte des travailleurs français et indochinois contre les crimes de l'impérialisme. Le gouvernement le sait. Il a décidé de faire peser sur les émigrés indochinois une répression implacable. A la manifestation du Mur, manifestation autorisée, les policiers appréhendèrent, un à un les manifestants dont les visages révélaient l'origine indochinoise. Des mouchards infiltrés dans le cortège procédaient sournoisement à l'arrestation de voisins qu'ils accostaient dans le cortège. Jamais une aussi odieuse et aussi cynique canaillerie n'avait été étalée par la police.

Trente-quatre de nos camarades furent ainsi arrêtés et transportés dans des locaux de la Sûreté générale. Les menaces que le gouvernement avait proférées et qui sont le gage de sa soumission aux négriers coloniaux reçurent pour la première fois leur application. Huit de nos camarades arrêtés dans la traditionnelle manifestation ont déjà été expédiés sur Marseille pour être dirigés ensuite sur la colonie. Avec ces coloniaux, — que la presse patriotarde ne perd pas une occasion d'appeler avec une feinte émotion des « Français de couleur » — la répression en use comme avec les travailleurs étrangers. Au mépris de toute la légalité et de toutes les traditions, le gouvernement, dans son acharnement expulse et rapatrie

même des Cochinchinois qui sont sujets français.

Nos camarades ainsi ramenés de force à la colonie où le pouvoir des forbans des plantations et des mines ne connaît pas de bornes, sont menacés des plus cruels dangers. Livrés dans ces conditions aux exactions de la « justice coloniale », nous devons tout craindre pour eux. Nous venons de voir quel usage le Gouvernement fait des lois qui les protégeaient en France. Mais dans le pays que les pillards colonialistes mettent en coupe réglée, qu'est-ce qui peut tenir en respect la vengeance des négriers à qui Tardieu livre leurs victimes ?

Les camarades expulsés, tout remis entre les mains des bandits de la justice coloniale, sont dans le péril le plus grave. Les prisons d'Indochine, les bagnes atroces, les mauvais traitements, les tortures, les assassinats lents ou brutaux, sont autant de dangers qui les menacent immédiatement. Il est absolument nécessaire que les travailleurs fassent entendre la protestation la plus véhémement contre les expulsions de Tardieu - Homberg. Travailleurs, face aux capitalistes, prenez-les sous votre protection. Que votre action énergique étende sur leurs existences menacées votre tutelle active ! Exigez, camarades, de vos organisations syndicales, exigez du parti communiste que notre appel soit entendu. N'abandonnez pas nos camarades indochinois !

Au meeting de la Ligue des droits de l'homme Un ordre du jour de protestation est voté

Lundi, meeting de la Ligue à la salle des Sociétés Savantes, sur « la justice aux colonies ». Auditoire partiellement assoupi par les vieilles barbes qui vinrent, « dans l'intérêt mieux compris de la France et de la paix », proposer quelques améliorations à l'administration coloniale. Pas un mot précis sur Yen-Bay. Comment en serait-il autrement de la part de milliardaires appartenant à des partis ou à une presse dont la complicité avec les exploités assassins se traduit tantôt par le silence accusateur du **Populaire**, tantôt par la motion de tortionnai-

res de la Fédération socialiste du Tonkin.

Un de nos camarades prit la parole, stigmatisa les révoltes séniles des orateurs et montra comment la lutte émancipatrice des colonies est liée à la lutte internationale du prolétariat révolutionnaire pour l'abolition du capitalisme. Il fit voter par acclamation un ordre du jour de protestation contre les exécutions de Yen-Bay, contre l'emprisonnement des onze manifestants de Paris, contre les ignominieuses expulsions prononcées par le gouvernement aux ordres des exploités.

Les révolutionnaires indochinois de Paris obligent le Parti à reconnaître l'action de la Ligue communiste

La semaine dernière, un tract signé du « Comité de lutte » du groupe indochinois de l'U.F.E. invitait les Indochinois à venir assister à sa première réunion. L'ordre du jour comportait exclusivement : l'organisation du défilé indochinois au Mur.

Une cinquantaine d'Indochinois ont répondu à l'appel. Nos camarades des « Emigrés indochinois en France » et du groupe indochinois de la Ligue communiste (Opposition) sont du nombre.

On entendit tout d'abord un exposé interminable d'un délégué indochinois du Parti qui, ayant aperçu nos camarades se mit à discourir sur le « trotskysme » et la « discipline révolutionnaire », et c'est seulement tout à la fin que l'orateur fit un appel pour le défilé au Mur et proposa aux camarades présents de se réunir le dimanche 25, place Saint-Michel. On sait depuis, que treize camarades qui se sont rendus à ce rendez-vous ont été cueillis comme dans un filet par les « bourgeois » de Chiappe.

Après l'orateur du Parti, la parole fut donnée à un de nos camarades qui exposa le travail accompli par le groupe des « Emigrés indochinois en France », qui compte des groupements à Paris et en province et dont l'existence remonte à plus de trois mois. Avec la collaboration de la Ligue communiste, les « Emigrés » ont déjà montré leur activité en maintes circonstances : manifestation à la Cité universitaire, en faveur des condamnés de Yen-Bay, tracts de protestation contre les massacres en Indochine, articles dans la **Vérité**, affiches apposées sur les murs de Paris. Les Emigrés indochinois, dit-il en substance, sont très heureux d'apprendre la formation du Comité et ne demandent pas mieux que de fusionner avec lui pour une action commune.

En réponse aux « critiques » du camarade du Parti, notre camarade a dénoncé les méfaits de la bureaucratie stalinienne et l'incapacité des dirigeants du P.C.F. Mais dès qu'il toucha à la question de l'expulsion de Trotsky, de l'assassinat de

Bloumkin, et des persécutions des oppositionnels, tous les membres du Parti, comme mûs automatiquement, jetèrent le cri commandé : « Discipline révolutionnaire ! »

Très calme, notre camarade poursuivit son exposé, et c'est devant un auditoire attentif qu'il a pu développer en partie le point de vue oppositionnel. Nos camarades indochinois montraient par leur attitude qu'ils ignoraient la question du tout au tout, à tel point que les « fonctionnaires responsables » jugèrent plus prudent de déclencher un chahut, menaçant même d'expulser nos camarades de la salle.

Et c'est dans le brouhaha général qu'une longue résolution a été lue qui se termine par un appel aux révolutionnaires indochinois de venir travailler dans les organisations révolutionnaires telles que : le Parti Communiste, le S.R.I., de la C.G.T.U., l'U.F.E., etc. Naturellement, il n'est nullement question de la Ligue communiste. Nos camarades n'ont pas laissé passer ce défi à l'évidence et au bon sens.

Leur proposition d'ajouter à la liste la Ligue Communiste fut ratifiée par la majorité des auditeurs, au grand étonnement des organisateurs, qui s'exécutèrent à contre-cœur. Il faut dire que ladite résolution n'a pas encore été publiée et pour cause !

Nous voulons, à la lumière de cette réunion, stigmatiser ici l'ignorance entretenue par le Parti vis-à-vis de sa section indochinoise. Nos camarades du Parti ont une éducation révolutionnaire plus que sommaire, et jusqu'ici, on n'a pu entretenir leur enthousiasme que par les vieux clichés cent fois rabâchés de l'**Humanité**, tels que : « canailles impérialistes, requins, colonialistes assassins », etc., qui sont peut-être suffisants pour assouvir leur haine de classe, mais sûrement pas pour leur expliquer le mécanisme d'oppression dans lequel sont tenus leurs frères de race. C'est une preuve de plus de l'incapacité flagrante des bureaucrates de la Direction du Parti.

Un manifestant de l'Elysée.

Travailleurs, exigez du Parti qu'il amplifie la lutte contre les crimes de l'impérialisme en Indochine

Un des points capitaux sur lesquels l'Opposition internationale lutte contre les déviations néfastes de la direction stalinienne de l'Internationale, c'est sa théorie et sa pratique des mouvements révolutionnaires dans les colonies. L'Opposition de gauche, fidèle aux enseignements de Marx, de Lénine et de Trotsky, héritière d'un siècle de luttes révolutionnaires, s'oppose à ce que la direction révolutionnaire des mouvements coloniaux soit abandonnée à des formations impré-

cises, ouvrières et paysannes, ou autres, au lieu d'être maintenue aux organisations prolétariennes de lutte de classes. Les criminelles déviations théoriques des « ouvriers et paysans » staliniens, qui ont la haute main sur le Comintern, ont mené à de sanglantes hécatombes la révolution chinoise. Elles mettent en péril en ce moment l'élan révolutionnaire des exploités hindous. Ce point est au centre même de la lutte qui se déroule actuellement entre l'impérialisme et le prolétariat in-

ternational. Il est très nettement compris par nos camarades coloniaux. Cela explique que les meilleurs révolutionnaires indochinois aient rejoint depuis longtemps les rangs de l'opposition internationale.

Un autre point capital, le point crucial, pour lequel la position politique de l'aile marxiste de l'Internationale, l'Opposition, lutte contre les déviations criminelles de la direction stalinienne, c'est l'affirmation du caractère international du combat qui met aux prises le prolétariat et le capitalisme, que les falsifications malfaisantes de la théorie du « socialisme dans un seul pays » ont mortellement blessée et à laquelle l'incapacité lamentable des bureaucrates à la Molotov donne le coup de grâce. Cela explique encore que l'opposition de gauche soit toujours la première à montrer aux ouvriers leurs intérêts solidaires dans les luttes révolutionnaires qui se déroulent sur le plan international ou colonial.

La lutte contre les crimes de l'impérialisme en Indochine en est une preuve éclatante. Avec nos héroïques camarades du groupe indochinois de la Ligue communiste — qui sont les meilleurs révolutionnaires indochinois — l'opposition de gauche est entrée décisivement la première dans la lutte. Nous lançons l'appel le plus énergique aux révolutionnaires pour qu'aux côtés de l'opposition communiste, ils exigent que le parti amplifie à fond la lutte nécessaire contre l'impérialisme assasin.

La **Vérité** a publié une suite d'études sérieuses éclairant aux yeux des révolutionnaires la formation d'une pensée et d'un parti communistes à travers les difficultés terribles de la lutte aux colonies et les formes primitives nationalistes, ter-

ENCORE DES CONDAMNATIONS A MORT

Une brève dépêche de Hanoï nous apprend que la commission criminelle de Phuto a « jugé » 87 conjurés « compromis lors de l'attaque de Hunghoa et de Lamathao » et a prononcé DIX condamnations à mort.

C'est une nouvelle provocation des impérialistes enragés. Ils ne reculeront que devant une forte affirmation de la solidarité ouvrière devant une action énergique entreprise sans délai. C'est aux travailleurs français qu'il appartient d'arracher leurs vaillants camarades indochinois des griffes des rapaces coloniaux.

roristes et autres, des mouvements d'émancipation. La **Vérité** a expliqué le sens des événements de Yen-Bay, elle a exposé les conditions monstrueuses subies par les exploités coloniaux. La **Vérité** a appelé sans cesse les prolétaires à se dresser aux côtés des révolutionnaires coloniaux contre les crimes du capitalisme en Indochine. La **Vérité** a appelé avec vigueur le Parti à procéder à la mobilisation la plus large de la classe ouvrière derrière les mots d'ordre de lutte contre l'impérialisme assasin. Le 16 mai, nous écrivions : « La voix des travailleurs doit s'élever de toute sa force pour faire reculer les bourreaux. Si les bureaucrates du Parti n'étaient pas absorbés par les prescriptions du calendrier officiel des manifestations, ils appelleraient les travailleurs à se dresser contre l'impérialisme assasin. » Dans le numéro qui parut le 23 mai, nous appelions les travailleurs au Mur : « Devant la défaillance du parti — dont les bureaucrates incapables et malfaisants n'ont pas su déclencher la puissante protestation populaire — aux côtés de nos camarades du groupe indochinois de la Ligue qui, seuls, sont entrés résolument dans la lutte, l'Opposition appelle tous les révolution-

naires, tous les ouvriers à se dresser vigoureusement pour arracher aux bourreaux capitalistes les trente-neuf révoltés de Yen-Bay. »

Enfin, le jeudi 22 mai, après avoir placardé dans Paris les premières affiches « Les massacres en Indochine », après avoir préparé notre dernier numéro, consacré, en majeure partie, à la campagne contre les exécutions, la Ligue Communiste (Opposition) entrainée seule dans l'action et frappait à la tête, en organisant la manifestation devant l'Elysée, à laquelle se joignaient des membres du Parti.

Le lendemain, l'**Humanité**, dissimulant la vérité aux travailleurs, défigurait la manifestation puissante organisée contre l'impérialisme. Le surlendemain samedi, alors que le gouvernement incarcérait à la Santé nos onze camarades et que la presse bourgeoise hurlait à la curée, l'**Humanité** ne publiait pas une ligne. En même temps, malgré les exhortations pressantes de l'Opposition, des bureaucrates qui s'étaient avérés incapables de déclencher le puissant mouvement prolétarien de protestation et de combat, ne savaient pas faire du mot d'ordre « Libérez les trente-neuf condamnés à mort de Yen-Bay », le mot d'ordre central de la manifestation du Mur, incapables d'engager le prolétariat à commémorer les luttes d'hier dans les combats d'aujourd'hui. Cette défaillance coupable survenait au moment où la bourgeoisie, frappée par le début de l'action contre les exécutions, se démontait atteinte.

Une délégation de la Ligue communiste se rendit en hâte à l'**Humanité** le samedi 24 au soir pour exiger que l'**Humanité** mette les moyens dont elle dispose au service de la lutte révolutionnaire, qu'elle ne transforme pas sa carence en trahison et que les bureaucrates, oubliant leurs intérêts de clique cessent de desservir dans le combat engagé les intérêts révolutionnaires. Il ne fut répondu à nos camarades que par les pleuretries de Bonte, des engagements filandreux et des injures dont un éventuel Jany gratifia un de nos camarades du bâtiment.

Le lendemain, au Mur, nos camarades français et indochinois distribuèrent quinze mille tracts contenant la déclaration des émigrés indochinois au gouvernement français.

L'action que nous menions hier, elle sera demain plus nécessaire que jamais. Travailleurs, contre les massacres que l'impérialisme prépare à Yen-Bay, contre l'emprisonnement de nos onze courageux camarades, contre les expulsions criminelles dirigées contre les travailleurs et les étudiants indochinois, vous vous appelons à dresser un bloc compact et vigoureux. Aux côtés des travailleurs d'Indochine, nous vous appelons à une lutte énergique et puissante.

Quelques articles de Jacques Doriot ne suffisent pas à masquer une carence trop coupable. Il fallait, il faut déclencher un vaste mouvement de campagne de presse, de meetings, d'agitation communiste.

Travailleurs, l'Opposition sait que, malgré les injures grossières et les calomnies imbéciles dirigées contre elle, vous reconnaîtrez ceux qui n'abandonnent jamais la lutte révolutionnaire et qui servent le plus décisivement les intérêts de la révolution ouvrière.

Ouvriers révolutionnaires, membres du parti, et vous surtout, courageux camarades des Jeunesses dont beaucoup viennent déjà à l'Opposition de gauche, la Ligue communiste vous appelle à amplifier la lutte, à exiger du Parti qu'il se serve dans ce but des moyens dont il dispose : sa presse, ses cadres et ses organisations.

Contre la répression impérialiste en France et en Indochine !

Pour la libération immédiate des condamnés à mort de Yen-Bay !

Pour la libération immédiate de nos onze camarades emprisonnés à Paris !

LA LIGUE COMMUNISTE
(Opposition)

Dans l'Inde

Mac Donald fusille, et les masses continuent à s'ébranler

Le développement de la révolution dans l'Inde continue à se faire d'une façon assez cahotique, mais qui n'évolue pas moins selon les lois les plus strictes de la lutte des classes. Les différents facteurs de cette lutte entrent en jeu inégalement, plus ou moins successivement, mais toujours en démontrant que la logique de la révolution prolétarienne est implacable.

Les hésitations des cercles dirigeants du nationalisme hindou petit-bourgeois trouvent un certain écho dans l'attitude du gouvernement anglais. Dans l'ensemble, le gouvernement travailliste est ouvertement entré dans la voie de la répression violente, sanglante. Partout, la police et l'armée dispersent les manifestations à coups de matraques et de révolver. Les emprisonnements ne cessent pas. Tout l'appareil de répression dont dispose le vice-roi est mis en œuvre. Cette semaine, l'offensive s'est accrue contre les démonstrations des gandhistes (attaques contre les dépôts de sel). Il est évident que le vice-roi et son état-major cherchent à briser par la violence la première vague révolutionnaire gandhiste avant que celle-ci n'ait entraîné plus nettement une seconde vague, celle qui grouperait les éléments prolétariens sur un programme de révolution prolétarienne. Les masses sont loin d'être arrivées à leur point maximum d'activité. Les formes de leur lutte continuent à être très dispersées, mal conduites, et très peu coordonnées. Mais justement, au fur et à mesure que la répression s'accroît, de nouvelles couches prolétariennes entrent en lutte. Sur bon nombre de points, elles ont largement dépassé le programme et les méthodes gandhistes. Elles luttent déjà sous des formes grévistes, ou de démonstrations armées. Cette semaine de vastes grèves se sont déclenchées à Rangoon (dockers), à Bombay (textiles). Pour l'impérialisme anglais, le principal danger consiste donc dans le fait que les ouvriers et les paysans pourraient ouvertement et consciemment dépasser le stade de la lutte nationaliste petite bourgeoise sur le plan du gandhisme, afin de coordonner leur lutte autour d'un parti prolétarien, et d'un programme sans équivoque de révolution sociale.

Cette situation se reflète dans les oscillations de la bourgeoisie hindoue. Sa fraction la plus forte au point de vue capitaliste est nettement entrée dans la voie de la conciliation avec le gouvernement de Macdonald. Elle recherche les compromis avantageux pour elle. Elle est prête à s'asseoir autour de la table ronde avec Lord Irwin et Macdonald. Elle continue cependant à jouer un rôle révolutionnaire dans la mesure où Macdonald ne lui cède pas. Elle continue ses mesures de boycott, ses fermetures des magasins, des bourses du commerce. Ses chefs se font arrêter un à un.

Or, Macdonald actionne d'une main ses mitrailleuses, mais de l'autre il laisse entrevoir aux commerçants et aux industriels hindous la possibilité d'une transaction. Il tient en suspens le rapport de la fameuse commission Simon sur la situation sociale et économique de l'Inde, et prétend inviter les chefs nationalistes à venir discuter « sérieusement » avec lui. Il est bien probable que ceux-ci saisiront l'occasion offerte dès qu'elle leur paraîtra suffisamment favorable.

Toute la presse, bourgeoise ou communiste officielle, ne donne des événements qu'une description dépourvue de toute signification politique. Elle mentionne chaque jour les manifestations, les incidents, les fusillades, les déclarations des uns et des autres. Mais elle n'en donne aucune appréciation politique d'envergure. De la part de la presse bourgeoise, il n'y a rien à particulièrement remarquable ; elle se contente de défendre ses intérêts. La presse anglaise souligne sans cesse le caractère nécessaire, fondamental, principal, de l'écrasement de la révolution

aux Indes. C'est son rôle, à elle qui croit le régime capitaliste éternel.

Mais la presse communiste est coupable. L'*Humanité* est coupable. Elle est même criminelle. Pour l'Inde comme pour l'Indochine, qui devrait pourtant l'intéresser directement, elle relate les événements, lance quelques affirmations platoniques de solidarité, mais ne montre nullement comment, sous quelles formes, l'Internationale communiste agit dans l'Inde et dans l'Indochine. Et quand elle en parle, elle le fait d'une manière tout à fait contraire à l'enseignement de Marx et de Lénine.

Nous avons déjà souligné inlassablement, parce que c'est le sort même de la révolution internationale qui est en jeu, que le parti communiste, le parti révolutionnaire prolétarien n'existait pas dans l'Inde, parce que la clique stalinienne l'avait toujours refoulé au profit d'un vulgaire « parti ouvrier et paysan », démocratique, confusionniste, nationaliste, petit-bourgeois, et sans perspectives marxistes. Nos critiques avaient aiguillonné l'*Humanité* à tel point qu'elle s'était crue obligée de faire quelques déclarations mensongères sur le rôle d'avant-garde que jouait le prétendu Parti communiste hindou.

Manouïlsky avoue

Aujourd'hui, c'est Manouïlsky, le supérieur hiérarchique des rédacteurs de l'*Humanité*, le pope stalinien, format 1930, pour l'Occident, qui vient justifier nos craintes, et confondre l'*Humanité*. Voici ce qu'a dit Manouïlsky dans son rapport présenté à la session du présidium élargi du C.E. de l'I.C., qui vient de se tenir : « Pour les pays coloniaux il s'agira de fonder des partis communistes là où ils sont inexistantes (Inde), etc... » C'est un aveu, un aveu cynique. Mais alors, que Manouïlsky, que Péri dans l'*Humanité*, nous répondent à ces questions :

Qu'avez-vous fait dans l'Inde entre 1920 et 1930 ? Pourquoi ne nous parlez-vous pas du « parti ouvrier et paysan » que vous avez fondé et encouragé dans l'Inde ? Et quelles sont vos perspectives actuelles pour un parti communiste hindou ? N'avez-vous pas l'intention de glisser dans votre nouveau parti communiste toutes les erreurs staliennes, toutes les déformations du marxisme, que vous avez cultivées jusqu'à présent, notamment en Chine, en Indochine, et dans l'Inde elle-même ?

Le prolétariat international attend une réponse.

APPEL URGENT

Il nous faut constituer sans délai un fonds oppositionnel d'entr'aide. A plusieurs reprises déjà, des camarades de l'Opposition ont été frappés par la répression gouvernementale, emprisonnés ou expulsés. Nous avons pu alors recueillir autour de nous l'aide nécessaire pour parer aux premiers besoins. Mais devant les mesures récentes qui atteignent nos camarades indochinois et des camarades étrangers, nous sommes contraints de nous adresser à tous les membres de l'Opposition, à tous ceux qui sympathisent avec elle. Nous leur demandons de souscrire tout de suite dans toute la mesure de leurs moyens, de faire souscrire autour d'eux. Nous avons besoin de leur aide pécuniaire immédiate.

LA LIGUE COMMUNISTE
(Opposition)

Dans l'Internationale

Le perroquet-démagogue: ERCOLI

Chers camarades,

Nous avons lu ce que vous avez publié sur les questions italiennes, aussi vous demandons-nous de publier cette lettre. Nous venons de lire dans la presse d'émigration un article dégoûtant signé Ercoli. A en juger par le titre « *Rigurgito di massimalismo* » (Vomissement de maximalisme), on pense à première vue qu'Ercoli va définir le cours actuel de la direction italienne. En effet, cet article n'est autre chose que le vomissement d'un petit-bourgeois démagogue sérieusement touché en sa qualité de carriériste désormais démasqué.

Ercoli s'en prend à la nouvelle opposition qui s'est formée dans le Parti italien. Nous n'avons pas été surpris de voir que dans notre Parti une nouvelle opposition se soit affirmée et qu'Ercoli (une vieille connaissance pour nous), soit encore une fois avec la majorité. Mais quoique nous ne sachions encore que très peu de chose en ce qui concerne la position de la minorité, nous ne pouvons pas nous empêcher d'intervenir après l'article d'Ercoli, car il constitue en fait, une intolérable attaque contre le parti tout entier.

Ercoli est connu dans le mouvement révolutionnaire italien comme celui « qui encasse les gifles » (physiquement et politiquement). Attaqué, il rentre les cornes comme un limaçon. Des camarades se sont quelquefois demandé : « Pourquoi donc Ercoli ne répond-il pas ? Pourquoi laisse-t-il tomber la polémique, et avec la polémique les accusations les plus cuisantes ? » Evidemment, parce qu'il a conscience de sa faiblesse et de ses fanfaneries politiques. Aussi longtemps qu'il s'agit de bavarder contre les « opportunistes », de faire de la littérature dénonçant les « contre-révolutionnaires », il se tire d'affaire et il réussit même à masquer sous un déluge de mots son manque de principes, et par suite de scrupules. Mais si quelqu'un, et surtout les plus anciens du mouvement révolutionnaire lui demandent des pièces d'identité, alors Ercoli hésite, prend des détours, relève le col de son pardessus, essaye de se sauver, tout comme un pickpocket pincé cherche à se faufiler parmi la foule et à se confondre avec elle.

Quelle est donc la « personnalité éminente » d'Ercoli ? Les anciens camarades se souviennent très bien de sa position pendant la guerre. Ils n'ont pas perdu la mémoire d'une certaine lettre qu'il écrivit à la section socialiste de Turin, dans laquelle son attitude *léniniste* est la suivante : « Au-dessus du parti, il y a nos frères italiens » (la population des provinces annexées)... C'est pour cela qu'Ercoli préfère ne pas parler de son attitude pendant la guerre. Pour lui, sa carrière politique commence en 1919, l'année de la poussée révolutionnaire, époque où, pour la première fois on le voit dans les milieux ouvriers.

Entré dans le mouvement ouvrier de Turin, grâce à son hypocrisie et à sa souplesse, il réussit à percer, à entrer dans le groupe de l'*Ordine Nuovo* autour duquel est né et s'est développé le mouvement des Conseils d'usine. Mais six mois ne s'étaient pas écoulés encore qu'Ercoli se détachait de Gramsci et se ralliait à Tasca sur les positions opportunistes de ce dernier. En septembre 1920, délégué comme représentant de Turin à Milan, il est allé demander à D'Aragona (au « social-fasciste » D'Aragona) l'aide nécessaire pour justifier sa peur du mouvement révolutionnaire et sa lâcheté politique. Comme une polémique toute récente l'a prouvé, Ercoli ne jugeait pas les ouvriers occupant les usines comme capables de se battre et vaincre, parce que, disait-il, ils étaient armés non de mitrailleuses, mais de tuyaux de poêle.

Le Parti communiste italien fondé en janvier 1921, fondation dans laquelle Ercoli n'a joué aucun rôle, il passe au journal communiste de Rome, en qualité de rédacteur en chef, sous la direction de Bordiga, dont il devient le serviteur le plus zélé.

Dans une autre situation très sérieuse, Ercoli fut en proie à une autre « crise de conscience ». La *Vérité* a déjà rappelé un communiqué d'Umberto Terracini, publié pour retrouver notre homme qui s'était

égaré après le massacre fasciste de Turin (décembre 1922).

Mais ce qui est encore plus important, c'est l'attitude politique d'Ercoli au cours de cette période. Entre Bordiga et l'I.C. il y avait alors une lutte très aiguë. Bordiga était dans l'opposition et il avait déjà pris toutes les positions pour lesquelles il est aujourd'hui exclu du Parti. Bordiga était en prison. Ercoli lui écrit ; il lui propose de feindre d'accepter les décisions de l'I.C. (à propos du front unique et de l'entrée dans le parti de la fraction « troisième internationaliste ») pour mieux rouler (*foltere*) l'Internationale et poursuivre sous le manteau la lutte contre elle. Voilà comment les Ercoli entendent la moralité révolutionnaire ! Bordiga, naturellement, refusa cette honteuse proposition.

Mais déjà Ercoli a fait son plan. Il abandonne Bordiga. Tout en étant « d'accord » avec lui pour une raison de « place », il reste du côté du manche.

Un autre moment de sa carrière politique auquel il faut s'arrêter, c'est l'époque qui suit les lois d'exception. Pendant toute la période de la direction Boukharine, Ercoli en est le ferme soutien. Il était alors « d'accord » avec Tasca sur toutes les questions et il est encore d'accord avec Tasca aujourd'hui. La revue *Stato Operaio* est la seule qui publia l'article de Boukharine. « *Notes d'un économiste* ». Puis, comme autour de Boukharine ça commençait à sentir le cadavre, Ercoli a imité les rats quittant le navire en danger de couler : il a sauté encore une fois de l'autre côté, à sa position extrémiste d'aujourd'hui. Enfin, Ercoli a parlé souvent de son attachement au Parti. Oui, nous le savons, il a montré un grand attachement... à la caisse du Parti.

Tel est l'homme qui dirige actuellement le Parti communiste italien.

Un groupe d'ouvriers communistes de Turin émigrés.

APRES LA MUTINERIE D'OLÉRON

Un des responsables corrigé

Le 20 mai avait lieu au Château d'Oléron une réunion publique où le camarade Prigent, de Surgères, faisait le compte rendu de sa délégation en Russie.

Ne trouvant aucun argument pour réfuter ou mettre en doute l'exposé de Prigent, le secrétaire de la section socialiste, Chobelet, auteur de l'ignominieux article du *Populaire* sur la mutinerie d'Oléron, et le D' Alzieu, leader socialiste, un des responsables de cette mutinerie, tentèrent une diversion pour faire oublier leur attitude.

C'est alors qu'intervint notre camarade Courdavault, au nom de la Ligue Communiste, montrant pourquoi les travailleurs étaient solidaires des mutins.

Le D' Alzieu se permettant d'insulter le communisme et la Révolution russe, notre camarade le corrigea si bien que c'est sous les rires méprisantes unanimes qu'il sortit de la salle.

Les membres du parti et les sympathisants se réunirent amicalement après la réunion avec le camarade Prigent, réunion au cours de laquelle Courdavault montra les erreurs de Staline faisant tantôt une politique de droite, pour la remplacer par une politique ultra-gauche.

Au cours de ces conversations, Prigent convint que « Trotsky et Raskovsky ne sont pas des contre-révolutionnaires ».

Ce sont de telles manifestations qui feront comprendre aux membres du Parti et à la classe ouvrière que les représentants du véritable communisme sont groupés dans l'opposition de gauche, dans la Ligue Communiste. — R. C.

Dans le Nord

Le bilan désastreux des stalinien

Dans un article des *Cahiers du bolchévisme* de mai, intitulé : « La lutte contre l'opportunisme dans le Nord » un certain Robert rappelle assez vertement les dirigeants régionaux du parti à leur devoir de « redresseurs ». C'est-à-dire qu'ils doivent exclure sans tarder Cornette qui est, paraît-il, le type parfait du social-démocrate dans les rangs du Parti communiste. De plus, Ramette, Coquel, Porreye et consorts devront être d'une extrême sévérité politique à l'égard de Grenier qui se permet d'être d'accord sur certains points avec Cornette et qui s'est opposé aux mesures d'organisation demandées contre lui. Enfin, ce qui est intolérable, ce même Grenier a eu la franchise de déclarer à la conférence régionale que le régime intérieur du parti facilite l'introduction dans ses rangs — et parfois aux postes élevés — de mouchards et d'aventuriers de toutes sortes.

D'après l'auteur de l'article en question, Cornette défend ouvertement depuis des années, des conceptions qui n'ont plus rien de commun avec les principes et la politique communiste. C'est donc un opportuniste incorrigible qui mérite d'être châtié.

Nous savons déjà que, pour les dirigeants du Parti en général et pour Robert en particulier, le mot opportuniste a perdu depuis longtemps son véritable sens. Pour les léninistes à faux nez de 1930, on n'est pas opportuniste par suite de la position qu'on occupe par rapport à la situation, aux événements, aux batailles de classe, etc., on est opportuniste aussitôt que l'on a prononcé le premier mot contre la mauvaise politique du Parti : on est opportuniste parce qu'on ose ne pas être d'accord avec la direction.

Voilà un nouveau critérium pour juger de l'opportunisme des militants : « Pour ou contre la direction ». C'est un moyen bien simple qui comporte beaucoup d'avantages. Il procure notamment aux gens comme Robert, celui de ne pas être obligé de penser et d'étudier.

Si l'on demandait à Robert et à ses pareils, quelles ont été les manifestations d'opportunisme de Cornette, ils ne pourraient répondre que ceci : « En 1927, Cornette était contre la politique du Comité central dans les questions russes ; il était contre l'exclusion et le bannissement de l'opposition bolchévique ; il se dressait contre les liquidateurs de la Révolution chinoise et les opportunistes du comité anglo-russe. Depuis, il a critiqué les aventures du 6 août et du 6 mars et il n'accepte pas la politique incohérente et funeste des dirigeants incapables, bureaucratiques jusqu'à la moëlle des os. »

Voilà tout ce que nos « redresseurs » ignares pourraient apporter comme charges écrasantes contre Cornette. Ce dernier n'a d'ailleurs pas toujours été seul à discuter et à repousser la « ligne » du centre. Dans certains cas il le faisait avec l'ensemble des militants communistes de sa région. En 1927-28, les communistes du Nord étaient unanimes contre la tactique absurde dite « classe contre classe » et ce n'était pas là un relent d'opportunisme des dirigeants régionaux. C'était bien l'expression de la volonté de toute la base du Parti qui avait le sentiment — peut-être confus, mais sûr — qu'il faudrait autre chose que ce zigzag ultra-gauche pour amener au communisme les dizaines de milliers d'ouvriers social-démocrates du Nord et du Pas-de-Calais. En 1929, toute la région du Nord était encore unanime à repousser les appréciations fantaisistes du centre sur l'échec de la grande grève du textile et les camarades dénonçaient avec colère les mensonges et les mœurs de politiciens des Monmousseau et des Courtade. Sur ces questions, la direction du parti enregistra un cuisant échec à la conférence régionale de mars 1929 et cela malgré les manœuvres de Thorez.

Malheureusement, depuis l'abandon de poste de Jacob et de Devernay, il semble que le Bureau politique tienne

bien en laisse le bureau régional du Nord, qui a maintenant l'échine assez souple pour accepter sans murmure tout ce qui lui vient d'en-haut. On lui reproche bien une certaine nonchalance dans la lutte contre les « opportunistes », mais ce pauvre bureau régional, il a fait ce qu'il a pu et ce n'est déjà pas trop mal.

Une nouvelle opposition

A la conférence des militants mineurs, membres du parti, qui s'est tenue à Douai, le 13 avril, il a été décidé de retirer à Morival sa fonction de secrétaire général du Syndicat régional des mineurs. Cette décision est motivée par le fait que Morival serait un obstacle à l'application de la politique du Parti chez les mineurs.

Cela était assez imprévu, car au congrès de l'Union régionale des syndicats, tenu en décembre dernier, Morival poussa une charge à fond contre les « sceptiques » et il s'évertua à prouver que, même en France, la crise du capitalisme allait devenir rapidement catastrophique et qu'avec l'essor révolutionnaire des masses toutes les espérances révolutionnaires étaient désormais permises.

Morival s'est rapidement aperçu qu'il se trompait ou plutôt que la direction du Parti l'avait trompé. La réalité était autre que l'idée qu'il en avait donnée au congrès des syndicats et alors il n'a pas su ou n'a pas voulu mener la bataille contre le camarade Mangematin et ses amis exclus du Parti pour non-conformisme.

De plus — crime impardonnable — il n'a pas empêché Mangematin de parler aux mineurs à Billy-Montigny, à l'occasion de l'anniversaire de la catastrophe de Courrières. En outre, Robert reproche à Morival que sous sa direction, et malgré des conditions extrêmement favorables, le syndicat ne progresse pas, qu'au contraire il s'affaiblit. Répondons de suite que les causes essentielles de cette stagnation sont les grèves générales à la façon des anarcho-syndicalistes, en 1923-1924, puis les « journées » du 1er août et du 6 mars.

Mais que Robert veuille donc nous indiquer à quel chiffre sont montés les effectifs du Parti et de la C.G.T.U. à la faveur de la radicalisation et de l'essor révolutionnaire ; alors nous pourrions faire des comparaisons tout à fait intéressantes.

La vérité est que dans le Nord comme ailleurs, la politique du Parti éloigne les ouvriers de nos organisations, que cette politique devient de plus en plus incompréhensible pour les militants de base qui sont de moins en moins enthousiastes pour la défendre et pour l'appliquer, d'où cette inertie qui se traduit pour nos organisations par un manque total de vie politique et parfois de vie tout court.

Devant cette situation lamentable de nos organisations chez les mineurs, une opposition timide se fait jour, et Morival s'en est fait l'interprète lorsqu'il a osé ne plus tenir compte des directives de nos chefs actuels. Il a eu raison mais il ne peut s'arrêter là. Qu'il réfléchisse aux causes et aux conséquences de son acte et il conviendra avec nous que c'est contre toute la ligne politique et tactique du Parti qu'il faut lutter et non pas seulement contre certains procédés mécaniques.

Si Morival s'engage sur cette voie il aura rapidement avec lui les mineurs révolutionnaires les plus conscients.

Le redressement nécessaire

Robert se plaint dans son article que, depuis deux ans, le redressement dans la région du Nord se soit fait avec une lenteur coupable et il semble s'en étonner. Il n'y a pourtant pas de quoi. Rappelons-lui que depuis quelques années, les « bolchévisateurs » et les « redresseurs » incapables qui se sont succédé à la direction du Parti français ont rencontré à plusieurs reprises, dans le Nord, une opposition de masse toujours vaincue finalement par la capitulation

de ses chefs. Mais même battue cette opposition donnait du fil à retordre à ses vainqueurs. Et si à l'heure actuelle les ravages du stalinisme dans la région du Nord ne sont pas aussi considérables que partout ailleurs, c'est bien parce que les « tournants » successifs n'y ont jamais été complètement appliqués. Tout cela explique aussi dans une certaine mesure pourquoi les manifestations du 1er mai dans le Nord (bien que très modestes) ont été beaucoup plus importantes que dans les autres régions.

Il semble que les ruines déjà accumulées dans notre région ne donnent pas pleine satisfaction aux chefs communistes officiels. Il faut rapidement rejoindre les régions, comme celle de l'Est, par exemple, qui ont beaucoup d'avance sur nous — dans la dégringolade. Robert conclut donc qu'un redressement ultra-rapide est nécessaire. En dehors des généralités et des lieux communs, il ordonne l'exclusion de Cornette et de Blanckaert (c'est déjà fait pour ce dernier). De plus, il faudra mener une lutte impitoyable contre toute velléité d'opposition et ne pas

craindre l'autocritique (cette commode autocritique qui consiste à représenter les échecs comme des succès, à faire retomber les responsabilités de l'échec — quand il ne peut être dissimulé — sur les militants de base et qui permet surtout de fermer la bouche de ceux qui veulent rechercher les causes politiques de nos échecs répétés.)

Les communistes oppositionnels du Nord veulent sincèrement le redressement dans leur région et ils y travailleront de toutes leurs forces. Mais le redressement qu'ils veulent, ce n'est pas celui qui doit satisfaire aux exigences de la troisième période, c'est celui qui redonnera au Parti communiste sa vraie figure et lui permettra de conquérir sa place de guide sûr et éclairé du prolétariat.

Les premiers résultats obtenus sont encourageants. Continuons nos efforts, posons dans toutes les réunions du Parti la question de l'opposition communiste et nous aurons raison des bureaucrates et des incapables qui déshonorent le communisme et le mènent à la faillite.

PAUL.

Une lettre ouverte du B.P. du Parti à la région communiste du Nord

Pour essayer — vieille et habituelle tactique — de rejeter les tristes résultats de sa politique sur les cadres inférieurs, le bureau politique du parti vient d'adresser à la région du Nord, une lettre ouverte qui dépeint la situation dans le Nord sous les traits les plus sombres. Le prétexte du B.P., c'est « d'éliminer les défauts, les erreurs, les insuffisances politiques et les faiblesses d'organisation considérables qui restent encore. »

Certains passages de la lettre sont particulièrement caractéristiques. Sur la tactique des Coquel, Deleuze et Cie à l'égard de la social-démocratie du Nord, le B.P. écrit :

« Ou bien on tombe dans l'erreur profondément opportuniste qui consiste à négliger de dénoncer et de combattre publiquement soit pendant les grèves ou pendant toute autre action, les cheffillons socialistes ou réformistes, sous prétexte de ne pas briser l'unité d'action des ouvriers, ou bien on abandonne la tactique du front unique en s'imaginant que maintenant notre lutte contre la social-démocratie, se ramène à des invectives plus ou moins violentes contre les chefs en y associant même les ouvriers socialistes. »

Concernant les grèves, la Direction du parti constate « qu'elles surgissent le plus souvent hors de notre contrôle... nos syndicats arrivent après coup, toujours surpris par les mouvements ». « Mais le mal est plus grave encore » et c'est une attaque forcée contre les militants syndicaux, communistes, du Nord :

« Le syndicat régional du textile, par exemple, n'a pas été capable de mobiliser, pour la préparation du Premier Mai, un actif syndical, si minime fut-il. Ce syndicat n'a aucune vie intérieure. Tout se résume à un appareil permanent, démesurément enflé de caractère bureaucratique, qui assume le fonctionnement administratif du syndicat. »

A toi, Gilbert Declercq !
Maintenant, c'est au tour des mineurs :
« Le syndicat régional des mineurs souffre aussi de cet esprit bureaucratique et routinier qui étouffe l'initiative de la masse. »

Un autre scandale :
« Un certain nombre de cadres dirigeants du mouvement syndical, membres du Parti, combattent ouvertement ou d'une manière détournée le Parti. C'est le cas d'éléments comme Cornette à l'Union locale d'Halluin, comme d'Herbert à l'Union locale d'Hénin-Liétard ou bien de camarades comme Morival qui, sous le couvert d'un accord de façade avec le Parti, fait une politique de compromis avec des adversaires déterminés du Parti (Mangematin). »

Le B.P. ne dissimule pas qu'il faut sans tarder, sévir contre ceux qui se dressent contre sa politique syndicale, pour cela on fera « marcher » les ouvriers :

Il y a aussi l'« opportuniste » terme assez mal placé dans la bouche des fonctionnaires du B. P. prêts à accepter toutes les politiques.

« Depuis deux ans, la lutte contre l'opportunisme n'a pas été menée avec une fermeté politique suffisante. »

Non seulement Cornette, un des militants les plus estimés parmi les communistes du Nord est stupidement qualifié « opportuniste », sans qu'on y apporte la moindre preuve et pour cause, mais Grenier lui-même qui hésite à combattre la direction du Parti est sur la sellette :

« On ne peut expliquer autrement que comme une sous-estimation du danger de droite et un recul devant l'opportunisme, le fait que Cornette, cet adversaire déterminé du Parti, jouisse encore de quelque crédit à Halluin et soit toujours dans nos rangs, malgré les interventions fréquentes de la Direction centrale du Parti. Le fait que la Direction régionale n'ait pas combattu plus tôt des éléments comme Grenier qui représentent une certaine couche de militants continuellement hésitants et conciliateurs, avec les opportunistes les plus avérés, et qu'elle ait maintenu ce camarade (comme il était récemment) secrétaire d'un rayon important ou, pire encore, lui ait proposé quelque temps avant la Conférence, un poste responsable à la région, prouve aussi la sous-estimation du danger de droite par la Direction de la région. »

Sur « l'état d'organisation du parti » le B.P. écrit :

« Si l'on considère l'état d'organisation du Parti dans la région au point de vue des cellules et des effectifs, la situation est loin d'être satisfaisante. Le nombre des cellules d'entreprises véritables est insignifiant. Dans certains cas, la disparition des cellules d'usines a pris le caractère d'une véritable liquidation de la base de l'organisation du Parti... Enfin, on doit considérer comme extrêmement grave le fait que notre Parti est pour ainsi dire inexistant dans des rayons d'une importance capitale comme Dunkerque, Boulogne, Maubeuge. »

Quelles solutions le B.P. propose-t-il pour remédier à la lamentable situation dans le Nord ? L'abandon de sa politique cause de tout le mal ? Non. L'issue, d'après lui, ce sont les calembredaines sur l'émulation, les phrases creuses sur « les plans de travail, la méthode et la responsabilité définie des membres de la Direction régionale ».

Les grèves des P. T. T.

La grève démonstrative du 15 Mai

Liquidation ou trêve ?

L'article ci-dessous est avant tout un exposé des faits, des conditions dans lesquelles la grève du 15 mai a été déclenchée et de ce qui a suivi ; cette information complète est de première importance. Il évoque en même temps des questions de tactique — notamment en ce qui concerne le front unique et les sottises habituelles aux staliniens — sur lesquelles nous aurons à revenir ultérieurement.

La place nous manque cette semaine pour entreprendre l'examen approfondi des enseignements de la grève de 1909 que nous avons exposée la semaine dernière.

Il nous faut au préalable tirer les premières conclusions du mouvement de mai 1930.

La fin du mouvement ?

Constatons d'abord que le mouvement reste partiel et limité. Le meeting des agents confédérés de Bullier a renoncé à étendre le mouvement et à le transformer soit en une grève générale de la catégorie, soit à une grève générale de la corporation.

Voici, à titre documentaire l'ordre du jour voté le 23 mai par les camarades présents au meeting.

« Les agents des P.T.T. du service général de Paris convoqués par le Syndicat des agents, déclarent inacceptables les propositions de traitements présentées par le gouvernement ;

« Ils protestent avec véhémence contre l'écrasement des petits et moyens personnels ;

« Ils se déclarent résolus à continuer sous toutes les formes la lutte engagée par le Syndicat des agents dont la première manifestation a démontré la force et la résolution. »

Est-ce un renvoi diplomatique aux calendes marquant une reculade dictée par la crainte ? Est-ce un recul stratégique réel et voulu ?

Est-ce une opération de freinage ou de liquidation à la manière classique des réformistes ?

On ne peut sérieusement conclure d'une façon ou d'une autre qu'en analysant les principaux éléments du problème. Ce n'est pas une question à résoudre de façon simpliste par des épithètes virulentes passe-partout.

Ici les faits comptent seuls. Voici ceux qui commandent la situation et qu'il ne faudrait pas oublier.

Conditions dans lesquelles le mouvement s'est engagé

1° Les premières manifestations qui se sont produites après la publication par le gouvernement des décisions prises à l'égard des traitements ont surtout eu lieu dans les milieux agents. La manifestation des employés de Marseille quelle que fut son ampleur date du 17 mai alors que la grève démonstrative est du 15 et que celle-ci avait été précédée de manifestations spontanées au Central télégraphique.

2° Le Syndicat des agents confédérés — qu'il fut ou non débordé par ses troupes ou qu'il ait opéré avec le souci de rester maître du mouvement — a eu l'initiative des opérations. C'est lui qui convoque le mardi 13 « tous les agents des P.T.T. L'état-major unitaire qui a cependant le souci de devancer toujours ses adversaires (au moins en paroles) n'est qu'à la suite. Il essaie de se rattraper d'ailleurs au meeting en forçant la main aux dirigeants confédérés.

3° LA GREVE DEMONSTRATIVE DU 15 MAI PART SUR L'ORDRE DU BUREAU SYNDICAL DES AGENTS CONFEDERES.

4° L'ordre de grève est suivi.

5° Il a été donné malgré et envers les dirigeants de la Fédération Confédérée.

Ici une parenthèse s'impose. La Fédération postale confédérée est moins une fédération qu'une entente limitée

et précaire entre les quatre syndicats (agents, employés, ouvriers, hauts fonctionnaires) qui la composent. Ils ont chacun une autonomie organique et d'action complète.

Or, dans l'état actuel des choses la majorité fédérale dresse les hauts fonctionnaires, associés aux ouvriers et à quelques agents contre le bureau syndical des agents, renforcé des employés. Cette majorité fédérale est entre les mains du clan maçonnique ou clan Baylot dont les attaches avec la haute administration sont avérées.

Elle mène contre le clan Mathé, maître du syndicat des agents, une guerre au couteau et cela avec l'appui plus ou moins ouvert de la C.G.T.

Les choses sont même allées fort loin dans cet ordre d'idées.

Mathé qui manifesta alors des velléités d'action — assez réelles d'ailleurs — fut pris violemment à parti par Jouhaux lui-même au cours d'une séance de la Commission exécutive confédérale. On parlait déjà de grève éventuelle.

« Il faut que vous sachiez, dit Jouhaux à Mathé, que si vous déclenchiez une grève des P.T.T., nous vous désavouerions le lendemain par affiche sur les murs de Paris. »

Le propos fut tenu au printemps de 1928.

Jouhaux renouvela-t-il dans les couloirs confédéraux ses menaces en mai 1930 ?

Nous ne sommes pas encore fixés sur ce point. Constatons pour le moment que la situation politique n'est plus la même. En 1928 Jouhaux voyait déjà ses amis au pouvoir. Ils en sont écartés aujourd'hui. Constatons encore que les manifestes de solidarité de la Fédération Postale et de la C.G.T. à l'égard des agents ont mis bien longtemps à voir le jour. Ils datent du 20 mai. Depuis près d'une semaine une de ses organisations était en lutte ouverte avec le pouvoir et l'on se taisait rue Lafayette.

6° Menacé sur sa droite, sinon par une trahison ouverte tout au moins par une hostilité sournoise, mais non moins perfide des clans fédérés et confédérés, le bureau syndical des agents voyait se dessiner à sa gauche une manœuvre de débordement et de dépossession de la direction du mouvement de la part de l'état-major unitaire aveuglément acquis aux méthodes staliniennes fertiles en erreurs et en défaites.

Au meeting du 13, celui-ci proposait au bureau syndical confédéré la constitution de comités de lutte à la base.

L'état-major confédéré déclina la proposition et déclara vouloir conserver aux organisations syndicales la direction du mouvement.

Il prit d'ailleurs les devants en lançant l'ordre de la grève démonstrative de deux heures.

La fausse manœuvre unitaire

Si la Fédération Unitaire n'avait pas eu à sa tête des hommes complètement acquis aux calembredaines de la tactique et de la stratégie stalinienne de « la troisième période d'erreurs » et de fautes (faudra-t-il bientôt ajouter : et de crimes) il eût saisi l'occasion d'accomplir un acte qui pouvait avoir pour le mouvement lui-même et pour tout le mouvement ouvrier des conséquences incalculables.

Pour la première fois depuis longtemps une organisation confédérée entrerait en lutte ouverte contre le patronat (et quel patronat : l'Etat de classe du capitalisme !) en dehors et malgré l'état-major du syndicalisme de collaboration. Il fallait immédiatement l'appuyer. Et cet appui de la Fédération Unitaire était de poids.

Celle-ci ne compte qu'un nombre infime d'agents.

Elle rassemble, par contre, une grosse majorité d'employés et d'ouvriers.

En proposant une alliance au syndi-

cat des agents, on réalisait aussitôt la soudure des trois principales catégories du personnel des P.T.T. et on conjuguait en même temps l'action des tendances.

On constituait le front unique réel et solide de tous les travailleurs des P.T.T. administrativement compartimentés et syndicalement dispersés et même divisés.

Mais pour aboutir à ce résultat considérable comment fallait-il s'y prendre ?

Il fallait jouer franc jeu et n'avoir souci que d'une seule chose : la réussite à tout prix du mouvement sans faire intervenir le prestige des organisations et des écoles, SERVIR LA CAUSE ET NON S'EN SERVIR.

Il fallait dire au syndicat confédéré : « Vous voulez engager la lutte contre l'Etat Patron ? Très bien. La partie est grosse. Vous ne pouvez vaincre seul. Il vous manque des éléments de victoire qui vous font défaut. Je vous les apporte. »

Toute la force syndicale et corporative de la Fédération Unitaire est à votre disposition pour le triomphe de la cause commune.

Et recherchons d'un commun accord les bases d'un organisme de direction. »

Au lieu de cela qu'a fait l'état-major bureaucratique unitaire ?

Il a appliqué mécaniquement les formules passe-partout. Il a préconisé les comités de lutte sans tenir compte des positions syndicales respectives et des conditions dans lesquelles s'était ouvert le conflit et des répercussions extérieures et intérieures de l'opération.

Répercussions extérieures

Les comités de lutte sont un mot d'ordre du parti communiste.

Déjà Tardieu dans ses communiqués officiels et sa presse stipendiée avait dit : c'est une grève politique. Cette fois on lui donnait l'occasion d'ajouter : C'est une grève révolutionnaire ; c'est une machine de guerre communiste.

Merveilleux argument pour dresser un peu plus encore l'opinion contre les grévistes et jeter le désarroi dans leur rang.

Répercussions intérieures

Nous nous permettrons de faire remarquer qu'il y a dans la corporation des P.T.T. un nombre assez considérable de non-communistes. Coller au mouvement une étiquette communiste c'était refroidir et inquiéter ces camarades. C'était réduire les chances de réaliser le front unique, dissocier le bloc de toutes les forces corporatives voulu par tous, mais dans la franchise et non dans la duperie.

Or la façon dont on proposait les comités de lutte aux confédérés étaient une duperie.

Piège grossier qui apparaissait comme une tentative de dépossession des confédérés de la direction du mouvement au profit des seuls dirigeants unitaires.

Il n'est pas un seul postier qui n'ait compris la manœuvre.

Elle s'est précisée d'ailleurs avec une vitesse et un cynisme déconcertant.

Le lundi 19, l'Humanité annonçait par une manchette triomphale que la veille le Comité central de lutte avait été constitué.

Or, le secrétaire fédéral avait juré ses grands dieux que celui-ci serait constitué par les délégués de comités de lutte locaux. Or on avait que ceux-ci n'étaient pas formés.

Détail plus grave : à l'heure où paraissait cette imposture, les sections syndicales unitaires n'avaient pas encore reçu les instructions écrites et précises annoncées par le Bureau fédéral. Enfin le comble ; le lendemain même paraissait un manifeste du B.F. où il était dit :

« La Fédération postale unitaire

« apporte tout son concours à l'organisation de tous les comités.

« Elle apporte ses solutions, donne ses directives et prétend avec juste raison, se plaçant à la pointe du combat, affirmer la prépondérance de ses méthodes. »

(Humanité du 20, 1re page.) »

Ce n'est pas encore le bouquet. Le voici :

En deuxième page paraissait un télégramme du C.I.P.A. venant de Moscou et intronisant le syndicat unitaire comme « le seul capable de diriger les masses des P.T.T. et de transformer la grève démonstrative en grève générale. »

A partir de ce moment le mouvement avait du plomb dans l'aile. Les possibilités d'une entente de toutes les forces syndicales étaient du coup anéanties. Même si les chefs confédérés eussent accepté d'être les dupes par persuasion de ce piège imbécile, leurs troupes les auraient lâchés.

Dernier point, le plus important de tous : la lutte entre toutes les tendances, d'organisations à organisations allaient se poursuivre face à l'ennemi et sous le feu de l'ennemi.

Temporisation confédérée ? Peut-être ? Mais également unitaire !...

Dans le camp stalinien on jette feu et flamme contre les confédérés : On crie à la trahison.

On devrait être plus prudent.

Les sottises accumulées des hommes de l'appareil stalinien avaient déjà fourni aux chefs confédérés, non tous les prétextes, mais toutes les raisons valables d'ajourner ou d'arrêter le mouvement.

Ils ont fait plus.

Ils ont apporté à la solution confédérée la justification de la solution unitaire.

GOURDEAUX A DONNE A BULLIER LECTURE D'UN ORDRE DU JOUR QUI ABOUTISSAIT EGALLEMENT A UNE TEMPORISATION.

La solution de Gourdeaux était en fait celle de Mathé.

L'Humanité essaie de donner le change et de donner Bullier comme une victoire unitaire.

Elle en sera pour ses frais.

Qu'attend-elle d'ailleurs pour publier l'ordre du jour unitaire lu vendredi soir au meeting confédéré ?

Gourdeaux y a eu un succès d'estime personnel c'est certain. Il comptait dans la salle de nombreuses vieilles amitiés et on applaudit le révoqué et l'emprisonné à son arrivée à la tribune.

Mais soit déclin, soit fatigue oratoire visible et pénible, une confusion dans le langage et dans la pensée créa une gêne dans toute l'assistance. On le sentait mal à l'aise. La conviction n'y était même pas. Se rendait-il compte de la position paradoxale qu'il prenait et du rôle ingrat qu'on lui faisait jouer ? Peu importe d'ailleurs. Il reste que, par son silence sur le compte rendu de l'Humanité, il se fait le complice de cette malhonnête politique. Et je doute, s'il ne s'en dégage pas à temps, que dans une occasion semblable il retrouve le même accueil d'estime personnelle.

Dans le milieu postier on aime les attitudes droites.

On se souviendra et l'on se souviendra d'autre chose encore.

C'est que le Syndicat confédéré des Agents n'a fait que suivre le 23 mai 1930 l'exemple donné par la Fédération unitaire le 1er juin 1929.

A cette époque la F.P.U. s'opposa à la continuation de la grève de 24 heures des facteurs parisiens. Le vote émis à trois reprises fut douteux. En s'opposant alors à l'extension du mouvement commit-elle une trahison ou un acte de sagesse et de prudence syndicale ?

Où en est la dictature fasciste en Italie ? ⁽¹⁾

Au début de 1925, à la crise consécutive à l'assassinat de Matteotti, succède une crise économique et financière bien plus profonde. Dans le premier semestre de 1925, le processus d'inflation atteint son maximum et menace d'entraîner dans l'abîme la lire et avec elle le régime fasciste. Les mesures adoptées par le ministre De Stefani pour surmonter la crise de la monnaie, « normaliser » les changes, arrêter la crise boursière, sont insuffisantes. La bourgeoisie italienne doit une fois de plus opérer une manœuvre tant sur le terrain politique que sur le terrain économique. Condition pour la réussite de cette manœuvre : une pression encore plus forte des organisations ouvrières afin d'éliminer toute possibilité d'intervention de leur part. Cette phase nouvelle de la politique économique fasciste, qui trouve sa personification dans le ministre Volpi, est caractérisée par la déflation de la monnaie, par l'augmentation du tarif de protection douanière (sur le blé, le sucre, le papier de journal, la soie artificielle, etc.), par l'intervention du capital américain et par la prépondérance toujours plus nette du capital monopoliste.

A la fin de 1926, la caisse du Trésor italien est épuisée. Dans l'impossibilité de faire face à l'obligation de rembourser jusqu'en juin 1927 plus de 10 milliards de bons du Trésor venant à échéance, le gouvernement fasciste lance en même temps les lois d'exception et l'emprunt du Littorio avec l'ordre de conversion forcée des bons du Trésor ordinaires (à cinq ans et sept ans) pour un chiffre de 20 milliards 353 millions.

Les effets de la « stabilisation » de la lire à 90

La manœuvre déflationniste, close avec la stabilisation de la lire à 90, a eu comme conséquence une nouvelle offensive féroce contre les salaires ouvriers, déjà de beaucoup inférieurs au niveau des salaires d'avant-guerre ; une aggravation de la spoliation des masses paysannes, une accentuation de la ruine des couches moyennes ; une augmentation de la pression politique et de la terreur.

Mais malgré ces mesures, le problème d'adapter les prix de revient aux prix de vente toujours baissant, tout en gardant intacte la marge de profit des capitalistes, reste sans solution. A la stabilisation de la lire succède une période de « difficultés » accrues pour la production, période qui, actuellement, va se transformant en une dépression très aggravée par les conditions de tension économique internationale. Les signes de cette nouvelle dépression sont apparus distinctement dès la fin de 1929.

La bourgeoisie elle-même en a été très alarmée. La presse fasciste, les chefs fascistes, le gouvernement fasciste, ont été contraints de mobiliser toutes leurs forces contre les « semeurs de panique », tout en étant forcé d'avouer que la situation actuelle est « une situation délicate » (discours de Mussolini), que les temps seront encore difficiles, et que de « nouvelles batailles » demanderont de « nouveaux sacrifices ». En effet la conjoncture défavorable qui domine le marché mondial a des répercussions sur l'économie italienne dont elle aggrave toutes les contradictions. La plus grave, étant donné le caractère de l'économie italienne, c'est la contradiction entre la capacité réduite d'absorption du marché intérieur, (paupérisation de la campagne, ruine de l'agriculture, réduction des salaires, ruine des couches moyennes, etc.), et l'élargissement énorme de l'appareil de production.

Toutes les données concernant la récente activité économique de l'Italie prouvent, malgré les prévisions optimistes des potentats fascistes, que la situation italienne, loin d'aller vers une amélioration, s'aggravera toujours davantage. Le chômage, total et partiel, malgré les travaux de printemps, augmente. Les banqueroutes commerciales, vu aussi la difficulté d'obtenir des crédits, sont toujours fréquentes. Au premier mois de cette année, le nombre des faillites ordinaires a été de 1098, c'est-à-dire une augmentation sur janvier 1928, de 150 faillites. Un autre signe de la crise actuelle nous est donné par le nombre accru des effets de commerce protestés : en janvier 1930 ils ont atteint le nombre de 82.622 contre

69.271 en janvier 1929, (soit une augmentation de 430 protêts par jour).

L'activité générale des différentes industries depuis octobre marque un resserrement avec tendance à l'aggravation : (d'octobre à novembre resserrement de 1.76 p. cent ; de novembre à décembre, resserrement de 2,40 p. cent ; et l'allure s'est maintenue dans les mois qui suivent). La diminution de la production s'est poursuivie dans l'industrie sidérurgique (en janvier 1930, en comparaison avec le mois correspondant de 1929, la baisse dans la production de la fonte a été d'environ 38 p. cent, et dans la production de l'acier, de 22 p. cent). Un ralentissement progressif dans l'activité se manifeste dans les autres industries (textiles, chaussure, cuir, etc.).

Toutefois, si on observe le marché des valeurs industrielles, on s'aperçoit qu'avec le commencement de 1930, les valeurs les plus importantes ont regagné une partie de ce qu'elles avaient perdu pendant les derniers mois de 1929. Ce mouvement de hausse des valeurs privées est souligné par les « optimistes » comme un symptôme de changement général de conjoncture. Mais les économistes du régime eux-mêmes considèrent ce jugement comme étant au moins « prématuré ».

Un indice défavorable enfin on le trouve dans les recettes du Trésor. En janvier 1930, les impôts directs et indirects ont produit 1159 millions contre 1253 millions perçus en janvier 1929. Et cette diminution est due à la baisse du rendement des impôts indirects portant sur la consommation. Le montant des recettes des sept premiers mois de l'exercice en cours reste au-dessous du montant atteint dans la période correspondante de l'exercice passé pour un demi-milliard au moins. Le gouvernement fasciste adopte toute une série de mesures pour essayer de surmonter les difficultés de la nouvelle crise.

Afin d'abaisser les prix de revient, nouvelle réduction des salaires ; baisse du taux d'escompte de 7 à 5 1/2 p. cent pour favoriser le crédit ; prorogation de l'autorisation de conclure des emprunts à l'étranger pour favoriser l'intervention du capital étranger ; maintien des facilités fiscales pour la fusion des sociétés ; suppression de l'octroi à l'intérieur, pour élargir la possibilité d'expansion du grand commerce et de la grande industrie aux frais des petits producteurs et des petits commerçants ; mesures pour assurer le paiement de la Dette Publique (Consolidato) à la prochaine échéance des bons de neuf ans ; élévation de l'impôt sur les tabacs, etc.

Mais le fait évident que montre l'examen de la crise économique, est que tout terrain de manœuvre pour la bourgeoisie italienne se rétrécit chaque jour davantage. La perspective d'une aggravation de la situation économique italienne n'est pas seulement justifiée par la situation internationale défavorable, mais aussi, surtout, par l'état d'épuisement où est le pays, après des crises continues qui l'ont saigné à blanc.

Catastrophe imminente ?

Mais est-ce que ceci signifie tout court que nous nous trouvons en face d'une catastrophe imminente ?

Les « pappa-galli » (perroquets) démagogues qui sont à la direction du Parti communiste italien, tels Ercoli et C^o, pour « harmoniser » leurs jugements avec les théories en honneur aujourd'hui dans l'Internationale sur la « troisième période », et seulement à cet effet, prophétisent une « catastrophe imminente ». Pour eux, « toute possibilité d'issue est désormais fermée à la bourgeoisie italienne ».

Bien sûr qu'en examinant toutes les différentes phases de la crise italienne, comme nous venons hâtivement de le faire, de l'après-guerre à aujourd'hui, on a la confirmation très précise de l'insurmontabilité de cette crise dans les cadres de la société capitaliste. Les manœuvres accomplies par la classe dirigeante, par la bourgeoisie, lui ont permis dans les différents moments de la crise, d'en éloigner ou l'une ou l'autre des pointes les plus aiguës ; mais ces résultats partiels n'ont point atténué les difficultés, tout en les ajournant ; au contraire, ces résultats partiels mêmes ont comme conséquence de reproduire dans une forme aggravée toutes les contradictions propres de la situation italienne.

Le problème n'est pas de discuter si cette crise sera ou non la der-

nière du capitalisme italien ; si elle portera ou non directement à la catastrophe ; c'est une chose bien élémentaire que toute crise qui en suit une autre porte en soi des éléments de plus grande gravité que la crise précédente. Le problème essentiel, au contraire, est de voir dans quels rapports de force sont au cours de la crise actuelle les classes antagonistes de la société ; en particulier, quelle est la capacité d'intervention de la classe ouvrière pour donner à la crise une issue en sa faveur et comment elle y peut et doit intervenir.

Si nous examinons l'attitude du prolétariat dans les différentes phases de la crise d'après-guerre, nous constatons que ce n'est pas toujours lorsque la crise revêt un caractère aigu qu'elle a été la plus énergique. En 1921-1922, par exemple, époque de dépression économique très grave, le prolétariat italien est sur la ligne de déclin du mouvement révolutionnaire. Il se reprend en 1924 (grèves, élections sous la terreur, etc.), pour retomber dans la passivité jusqu'à la proclamation des lois d'exception. L'année 1927, malgré les lois d'exception, est encore une année de réveil prolétarien. Nous assistons, aujourd'hui, après 1928 et 1929, an-

nées de stagnation apparente, à une floraison de mouvements qui coïncide avec un approfondissement et un élargissement de la crise.

C'est de cette force d'intervention de la classe ouvrière dans la crise qu'il dépend que la bourgeoisie italienne ne trouve plus d'issue. Tant dans la crise économique, que dans la crise politique (qui en est la conséquence), la solution n'appartient qu'au prolétariat. Toute analyse qui néglige de considérer les rapports de force du prolétariat envers son ennemi de classe et par suite, sa capacité d'intervention dans la crise pour la résoudre à son profit, toute analyse superficielle qui conclut à une catastrophe chaque semaine, ne peut aboutir qu'au fatalisme « miraculiste » dont la classe ouvrière italienne, en particulier, a fait l'expérience avec le maximalisme bavard et anti-révolutionnaire. Et c'est à ce fatalisme que l'on cherche à ramener, en effet, notre Parti italien, comme il est prouvé par le dernier discours-pirote de Ercoli au Présidium de l'I.C.

Nous examinerons prochainement comment se pose dans la présente période, en Italie, la question des rapports de force entre le fascisme et le prolétariat.

AKROS.

Un monstre stalinien

L'UNION FÉDÉRALE DES ÉTUDIANTS

Après la disgrâce de la rue Gracieuse (groupe d'étudiants communistes) pour crime de lèse-stalinisme, les bureaucrates de l'appareil ne pouvaient laisser les étudiants s'occuper uniquement dans les cellules, de peur de les voir exercer dans tout le parti, leurs talents de discuteurs. Ils ne pouvaient d'ailleurs sans « bride » interdire absolument aux étudiants de se réunir entre eux. Aussi imaginèrent-ils de canaliser leur activité dans une organisation dont le principe, l'essence et la justification, devait être une profonde et congénitale castration politique. Donc, un beau jour, un ordre laconique aux étudiants communistes (non exclus) paru en quatrième page de l'Humanité, intronisa dans la religion stalinienne une organisation de francs-maçons qui commençait à bêler depuis peu au quartier latin, l'Union fédérale des Étudiants. Après un accouchement pénible, dont les provocateurs qui avaient été à l'origine de la dissolution de la rue Gracieuse furent en même temps les ouvriers et les sages-femmes, on entendit sur la rive gauche et dans quelques écoles, les premiers vagissements du « syndicalisme étudiantin ». Ici commence la lugubre histoire de la fraction communiste de l'U.F.E.

Suivant les règles classiques du plus pur carbonarisme, les communistes fractionnels commencèrent par s'associer dans des accompagnements obscurs et souterrains, en manteau couleur de muraille, des manifestations de la gauche sorbonnarde. Nous eûmes ensuite la radicalisation du mouvement au moyen de mirifiques revendications de classe comme la réfection des laboratoires et la bordée d'injures aux juifs qui ennuient les bons étudiants travailleurs dans les écoles. Nous eûmes le cours ultra-gauche et la politisation au moyen de découvertes désormais historiques comme les « samedis révolutionnaires », basés sur le très évident et très révolutionnaire intérêt de classe qu'ont les élèves pauvres d'une école à ce que le jour de sortie hebdomadaire soit le samedi ouvrier et non le jeudi des oisifs. Les théories les plus ébouriffantes sur le sens so-

cial des étudiants pauvres naissaient de quelques monstrueux accouplements de chefs et cheffes syndicalistes, s'accoutraient à la mode du jour, se monolithisaient, piaffaient, tonnaient, faisaient la grande route — et mouraient sous le poids de leur propre ridicule, le tout à la cadence d'à peu près une trinité par an. Les plus plats eunuques politiques s'ébattaient et s'épanouissaient dans cette terre idéalement fertile en toutes floraisons petites-bourgeoises, corporatistes, social-démocrates et végétariennes. Le système fit sortir de la lie estudiantine la plus réactionnaire ramassis de personnages à l'idéologie crasseuse, invraisemblables et mornes mélanges d'anarchisme, de puritanisme, d'économisme, du coup de poing et d'ouvriérisme agressif, qui furent les dignes chefs et mentors de l'avorton sorti du 120. Leur plus sublime trouvaille, leur enfant le plus caractéristique, fut une époustouflante organisation « de masse » (naturellement) des élèves d'E.P.S. d'écoles maternelles, de lycées, de collèges, de toutes conditions, de toutes classes et de tous âges, baptisés pauvres et prolétaires, qui avait pour but la lutte contre le plat de fayots avariés, et qui répondit au nom — resté par bonheur parfaitement inconnu dans le mouvement ouvrier — de « Jeunesses syndicalistes scolaires ».

Les étudiants véritablement révolutionnaires assistent avec une satisfaction sans mélange à la désagrégation lente mais sûre, à la mort par anémie politique incurable, de cette lamentable organisation. Elle restera dans leur mémoire et leur expérience politique comme le stigmate d'un cours au plus haut point néfaste à tout le mouvement communiste et d'une bureaucratie obnubilée par la peur maladroite de l'opposition de gauche. Elle trouvera dans l'histoire comme seule excuse d'avoir dégoûté un peu plus de camarades de la ligne stalinienne et de l'opportunistisme en général, et de les avoir ainsi amenés à l'aile bolchévique de l'Internationale.

Un étudiant communiste,
(groupe de l'U.F.E.).

« CONTRA LA CORRIENTE »

(Boletín quincenal de información)

de la Oposición Comunista Española)

Redacción y Administración :

José González, Sogueros, 19, 2° Derecha, Valencia

Aparecerá en Valencia el 1° del próximo Junio

Publicara originales sobre doctrina, información, propaganda, crítica, interpretación de la actividad sindical obrera y otros materiales de información de la Oposición Comunista Internacional (de izquierda).

Numero suelto : 15 centimos.

PRECIOS DE SUSCRIPCIÓN

	España	Estranjero
Trimestre	1 25 ptas	Seis meses 3 00 ptas
Seis meses	2 50 »	Un año 6 00 »
Un año	5 00 »	

(1) Voir la Vérité du 16 mai.

LES ASSURANCES SOCIALES

Contre le versement ouvrier

Où vivent la direction du Parti communiste et celle de la C.G.T.U. ? Probablement dans la lune, car autrement elles s'apercevraient qu'une agitation contre le versement ouvrier offre de très grandes possibilités pour une action générale du prolétariat contre la bourgeoisie.

D'autre part, ce qu'elles ont fait jusqu'à présent au sujet des assurances sociales n'est guère rassurant quant à leur capacité de mener une action méthodique et cohérente.

En 1927, elles lancèrent les formules suivantes : Pour les assurances sociales ! Contre le versement ouvrier ! La charge des assurances sociales doit être supportée par la bourgeoisie. L'Etat (l'Etat bourgeois !) doit monopoliser l'assurance privée pour trouver les ressources nécessaires.

Ainsi parlait Monmousseau en 1927. Mais ces idées « géniales » restèrent lettre morte. Aucun travail sur la base de ces mots d'ordre ne fut entrepris. La question disparut rapidement de l'ordre du jour communiste et le champ resta libre pour les patrons et leurs alliés, les confédérés.

En 1929 (an III de l'essor révolutionnaire) nos stalinien s'aperçurent tout d'un coup que les patrons, les autonomes, les confédérés, les chrétiens, etc. avaient réalisé un sérieux travail dans la constitution des caisses. Que firent-ils ? Un beau jour une avalanche de feuilles d'adhésion à des « groupements d'assurés spontanés » s'abattait sur les organisations de base sans qu'aucun travail préalable de propagande et d'éclaircissement n'ait été fait. Les feuilles ne portaient même pas l'en-tête de la C.G.T.U., alors que le 5^e congrès de la C.G.T.U. venait de proclamer le rôle dirigeant du Parti ! Qui devait donc diriger l'action ? Où voulait-on créer des caisses ? Qui devait faire l'agitation ? Sur quelle presse devait-on s'appuyer ? C'est seulement plusieurs semaines plus tard que le Parti prit la responsabilité des groupements d'assurés spontanés et que parurent quelques articles dans l'Humanité. Puis ce fut de nouveau le silence. L'agitation superficielle n'avait pas rendu : on recueillit au maximum 10.000 adhésions dans la région parisienne.

La position nouvelle des stalinien resta incompréhensible pour les ouvriers, car la seule conclusion claire qu'ils pouvaient tirer des lamentables explications des gens de l'appareil c'est que « il faudrait quand même payer ». Ils le disaient et les bureaucrates étaient bien embarrassés pour leur répondre.

Et maintenant les stalinien lancent le mot d'ordre : contre le versement ouvrier ! Mais il n'apparaît pas comme devant être la base d'une action d'ensemble ; au contraire, il est noyé au milieu de beaucoup d'autres et même, parfois, on l'oublie.

Le maillon de la chaîne

La direction du Parti n'a aucun mot d'ordre sous lequel elle puisse grouper l'ensemble du prolétariat contre la bourgeoisie.

La lutte contre le versement ouvrier, c'est le maillon de la chaîne. Les autres mots d'ordre stalinien n'ont (dans la mesure où ils sont justes) qu'une valeur de propagande, tandis que la campagne contre le versement ouvrier doit être une action concrète, et le parti doit y consacrer toutes ses forces.

Les directives changeantes montrent clairement le caractère centrisme de la direction qui, n'ayant aucune politique propre, subit tantôt le contre-coup de la droite tantôt celui de la gauche. La droite (P.O.P. ligue syndicaliste) met en avant la conception de constituer si possible des caisses unitaires, sinon d'entrer dans les caisses confédérées et patronales pour « lutter » à l'intérieur de ces institutions. Tout cela est d'ailleurs étroitement lié à la fausse perspective énoncée par Chambelland.

Les stalinien, qui sont des opportunistes camouflés, rejoignent la droite dans l'idée principale de renoncer d'avance à une action de classe contre le versement ouvrier, accommodant la conception de l'entrée dans les caisses

confédérées à leur sauce centrisme en lançant sans aucune préparation le mot d'ordre des groupements d'assurés spontanés.

Ils se trompent complètement sur l'état d'esprit des ouvriers, qui ne veulent pas payer, et oublient que c'est le Parti communiste qui doit prendre la tête de cette lutte. Ils ignorent le mécontentement qui règne dans les usines par suite de conditions d'existence de plus en plus dures, et négligent toutes les possibilités réelles qui s'offrent pour le développement de la lutte contre le versement ouvrier.

La faute tactique de lancer l'idée de création de groupements d'assurés spontanés trop tard, sans préparation sérieuse, au moment où la bourgeoisie a déjà une avance considérable, est secondaire en face de l'erreur stratégique d'abandon de lutte. Sous le contre-coup de l'influence ouvrière, l'appareil a, du reste, abandonné complètement l'idée de groupements d'assurés spontanés. Que doivent en penser ceux d'entre nous qui ont signé la feuille d'adhésion ? Il est possible qu'au dernier moment les bureaucrates aventuristes mettent en avant un mot d'ordre quelconque contre le versement ouvrier. Mais leur appel tombera dans le vide s'il n'a pas été précédé d'un sérieux travail de préparation.

Que faire ?

Il est indispensable d'entreprendre dès maintenant une vaste agitation par la presse, par des affiches, des tracts, des réunions, contre le versement ouvrier.

La direction doit rester en contact étroit avec la base du Parti pour déterminer au fur et à mesure du développement de la propagande, les formes de l'action qui doit aboutir à un mouvement coordonné dans le cadre national.

Le Parti sortira de son isolement présent en faisant de la lutte contre le versement ouvrier son mot d'ordre central.

Une condition est nécessaire : la démocratie à l'intérieur du Parti, car les modalités de la vaste action à entreprendre ne peuvent être déterminées d'après des circulaires du genre de celles que fabriquent les bureaucrates de la direction ; toutes les initiatives de la base doivent au contraire être suscitées et encouragées.

L'opposition appelle les ouvriers communistes à contraindre les bonzes stalinien de préparer sans délai une action sérieuse contre le versement ouvrier.

R. DELCOUR.

LA VERITE

45, Boulevard de la Villette, Paris

(entrée : 6, rue Henri-Feuillard)

Permanence :

tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

Une Collection bilingue des Chefs-d'œuvre étrangers

Dans l'un de ses derniers feuilletons des Nouvelles Littéraires, Edmond Jaloux a loué la publication de cette collection bilingue des Chefs-d'œuvre étrangers si précieuse aux lettrés. Les milieux les plus divers de notre élite intellectuelle viennent attester chaque jour l'opportunité de cette collection. Après « Sapho » de Grillparzer traduit par A. Ehrhard, doyen de la Faculté des Lettres de Lyon, après « Scènes de la vie d'un propre à rien », d'Eichendorff, traduit par Paul Sucher, les Editions Montaigne viennent de mettre en vente les DRAMES DE JEUNESSE, de GÖTTE, préfacés et annotés par Henri Lichtenberger, professeur à la Sorbonne. Ces œuvres curieuses, présentées par l'éminent germaniste, nous donnent l'idée la plus complète de l'évolution morale et littéraire du « Géant de Weimar » qui exerce encore une si profonde influence sur nos lettres. Chaque volume contient, outre le texte intégral et la traduction, une étude approfondie de l'auteur et de l'œuvre, ainsi que des notes. Dans la même collection, vont paraître incessamment les œuvres de Storm, Holderlin, Kleist, Schiller, J. P. Richter, Otto Ludwig, Wieland, Heine (Editions Montaigne).

Victoire de l'appareil

Au syndicat des produits chimiques

La majorité confédérale a remporté un succès à l'assemblée générale du 25 mai du syndicat des Produits chimiques de la région parisienne. Il s'agissait de discuter le rapport moral du secrétaire Bloquet, signataire de la plate-forme de l'opposition unitaire ; la majorité de la C.E. du syndicat qui, pendant un an, l'avait approuvé, s'aperçut, il y a trois mois seulement, que le secrétaire ne valait plus rien et repoussa le rapport moral. Comme le différend portait réellement sur la politique confédérale, les oppositionnels des produits chimiques avaient demandé que notre camarade Dommanget, de l'Enseignement, puisse exposer le point de vue de l'opposition unitaire. Le représentant de la 20e union, Raynaud, demanda très mollement que l'assemblée écoutât Dommanget, sachant bien que la majorité de la salle qu'un travail de fraction avait bien préparée, s'y refuserait.

De ce fait la discussion entre membres du syndicat des produits chimiques se trouvait restreinte à l'activité purement corporative. Il fallait à la majorité confédérale des arguments pour combattre le secrétaire qu'elle avait approuvé durant des mois ; alors elle rechercha et inventa de misérables histoires ; ceux dont la gestion politique et financière de la C.G.T.U. comme des autres organisations est lamentable retirèrent des comptes quelques dépenses qu'ils présentèrent brutalement : tel jour, frais de taxis, tant. Ça suffisait pour exiger la tête de Bloquet. Peu d'interventions ; quelques majoritaires servirent ces petites histoires ; Chabanon rappela à plus de pudeur ceux qui dirigèrent si mal des grèves comme celle de Marq-en-Bareuil. Il restait à Bloquet à répondre et le moins qu'on aurait pu faire eût été de l'entendre sur les dépenses reprochées ; mais cela n'était pas du goût de quelques brailleurs qui interrompaient continuellement. « Nous n'avons pas le temps à cause de la manifestation du Mur. Au vote ! » Celui-ci donna 118 voix à la majorité, 15 à la direction sortante et 1 abstention.

Ne parlons pas de cette allure de réunion électorale que les dirigeants dans la ligne ont su donner aux assemblées des organisations ouvrières quand doit s'y dérouler un débat de tendance. Mais il y a pour nous une leçon très sérieuse à tirer de cette réunion. La semaine précédant l'assemblée, rayons, cellules, comités intersyndicaux avaient fonctionné, rassemblant, réveillant tous ceux qu'ils connaissaient, les inondant de papiers, s'inquiétant d'amener à l'assemblée le plus de partisans possible. Au contraire la direction oppositionnelle, les camarades qui étaient d'accord avec elle n'avaient rien organisé pour faire quelque chose de semblable : des sections syndicales de banlieue qui lui étaient favorables n'étaient pas représentées. Il ne suffit pas d'une plate-forme pour l'opposition unitaire, il lui faut une organisation dans tous les syndicats unitaires pour répandre son point de vue et s'opposer nettement aux manœuvres des saboteurs de la majorité confédérale.

Opposition unitaire

Région de l'Est
A Pusine de
Châtillon-Commentry

Au service des machines, la journée de 8 heures est constamment violée. Citons un fait, parmi tant d'autres : les grutiers des fours Martin font journalièrement 12 heures de travail et même nous en connaissons un qui a fait, il y a quelques jours, 24 heures et il n'est pas une exception.

Pourtant, dans ce service, il y a quelques majoritaires notoires de notre syndicat unitaire et les principaux chefs du comité de lutte. Nous posons la question : qu'attendent nos majoritaires et le comité de lutte pour dénoncer ces faits scandaleux, pour se dresser contre la violation de la journée de 8 heures ?

Naturellement, pas d'illusions à se faire sur le syndicat confédéré dirigé par Dolker. Depuis longtemps nous sommes habitués à le voir observer un mutisme complet sur les violations des conquêtes ouvrières.

Nous faisons un appel à tous ceux qui hésitent à tous ceux qui sont mécontents de la direction actuelle du syndicat unitaire pour, malgré tout, grossir ses rangs et avec la fraction de l'Opposition unitaire mener la lutte pour le redressement du seul syndicat capable d'action : le syndicat unitaire.

Le machiniste.

A Chaligny

Samedi 24 mai, s'est tenu à Chaligny une réunion générale des mineurs et de la cellule communiste camouflée en syndicat unitaire.

N'en déplaise au citoyen Thouvenin (secrétaire des mineurs) tant qu'aux réunions générales nous ne verrons que les membres du Parti, nous considérerons que c'est là une étrange façon de comprendre le syndicalisme de masses. Il y a plus de 3.000 ouvriers à l'usine de Châtillon-Commentry à Neuves-Maisons ; il y avait à la réunion du 24 mai : 11 membres du syndicat des métaux de Neuves-Maisons et 11 mineurs. Les majoritaires s'étaient tous dérangés, mais les camarades de l'opposition écartés de voir le bureau du syndicat dirigé par la cellule, s'étaient abstenus de venir à cette assemblée, dite d'information, convoquée par le 100 p. cent bien connu : Perrouault.

Thouvenin, durant une demi-heure, a parlé de tout et de rien, évitant soigneusement de nous entretenir du 1er mai et lorsque j'ai voulu lui poser quelques questions, ne sachant que répondre, il a lu des passages de la Vérité, qualifiés par lui de mensonges, sans qu'il apporte du reste, la moindre preuve. Pour Thouvenin, la Lorraine, spécialisée dans le bluff, dit seule la vérité. Passons.

Nous n'avons aucune illusion sur toi, Thouvenin, qui rampe devant les stalinien. Nous avons raison de penser, lorsque tu as été nommé à ton poste, qu'on remplaçait une direction borgne, par une direction aveugle. Quant à ta soi-disant opposition à la majorité, on voit maintenant ce qu'elle valait. Les copains se rappellent toutes tes variations ; ils n'en perdront pas le souvenir. Nous espérons que les mineurs unitaires, réagiront ; qu'ils comprendront le danger de garder un tel bureau. Pour sauver leur organisation syndicale, ils doivent prendre nettement position.

Camarades mineurs ! L'heure est trop grave pour rester en arrière ! Les stalinien ne demandent qu'une chose : le découragement des copains. Ils pourront ainsi, continuer leurs petites affaires et mener notre syndicat dans toutes les aventures.

Camarades mineurs ! Contre la campagne d'injures et la politique d'exclusions ! Contre les journées stalinien et la politisation des grèves !

Pour la démocratie et le respect de la légalité syndicale ! Pour l'indépendance organique et administrative de la C.G.T.U.

Tous avec la fraction de l'opposition unitaire vous serez présents à la prochaine réunion générale des mineurs.

Georges PAGET.

PIERRE DOMINIQUE

LA COMMUNE

Grasset 15 fr.

La Commune de Paris préface de la Révolution russe.

Devant le Mur

La manifestation du Mur réunit une foule de prolétaires qui pouvait tromper ceux qui ne connaissent du mouvement ouvrier que les lamentables expériences de ces dernières années, mais qui ne saurait faire oublier les puissantes démonstrations qui eurent lieu devant le Mur il n'y a pas tellement longtemps. Pourtant la manifestation, abstraction faite des chants et des pancartes hors du cimetière, était autorisée ; pourtant son caractère traditionnel lui valut la présence d'un certain nombre de travailleurs qui ne participent qu'en cette circonstance à une manifestation. Cette année la concentration s'effectuait sur une longueur bien plus restreinte ; pour des communes ou des groupes de communes où vivent des milliers de prolétaires, un ou deux numéros du boulevard de Charonne étaient affectés. Jadis, quand la tête du cortège atteignait le Mur, une partie importante de la manifestation n'avait pas encore pénétré dans le cimetière ; cette année il n'en fut pas de même. On ne compense pas une politique qui coupe le parti de masses par des mesures d'organisation ; groupes de 20, se réduisant à 6 ou 10, au lieu de groupes de 5, se réduisant à 2 ou 3, ne pouvaient encadrer ceux que le parti n'arrive plus à mobiliser. D'ailleurs le service d'ordre du parti ne fonctionne guère beaucoup ; d'eux-mêmes, les travailleurs se défendirent courageusement contre les charges brutales de la police qui eurent lieu lors du départ de la manifestation pour un cri, pour un bout de rouge qui apparaissait, pour le plaisir de cogner.

C'est à l'intérieur du cimetière que les drapeaux et banderoles apparurent, que les cris et les chants s'élevèrent. Le mot d'ordre central du parti était « Libérez Marty, libérez les emprisonnés » et il domina la manifestation. Nous n'aurions rien à redire si en ce moment même pour trente-neuf Indochinois la mort n'était imminente, pour d'autres des condamnations fort lourdes de droit commun menaçantes. Il fallait, et la Ligue communiste l'avait marqué nettement, mettre en avant les condamnations de Yen-Bay. Cela fut noyé parmi d'autres mots d'ordre et sauf au moment où un groupe d'Indochinois défila devant le mur, les cris contre les massacres des impérialistes français aux colonies ne reçurent pas un écho puissant ; l'éducation internationaliste est bien insuffisamment développée. Certains de nos camarades eurent d'ailleurs l'occasion de le constater avec amertume. La Ligue communiste avait effectivement décidé d'appeler l'attention des travailleurs révolutionnaires sur les événements qui se passent en Indochine, les condamnations à mort, et aussi sur le sort de nos camarades arrêtés devant l'Elysée que l'Humanité avait scandaleusement laissé tomber la veille. Des milliers de tracts furent distribués, les seuls tracts qui furent distribués ce jour-là. Pour la plupart d'entre nous, la distribution s'effectua fort bien et de nombreux camarades sympathisants à l'opposition nous aidèrent. Mais cela ne faisait pas l'affaire de quelques fanatiques de l'appareil et dans cette foule où bien des camarades ne connaissent que ce qu'écrivit l'Humanité, qui sont d'autant plus dans la ligne qu'ils restent en dehors du parti et des organisations où il y a des responsabilités à prendre, il n'était pas difficile de jeter la confusion, de nous assimiler aux populistes et d'amener certains à commettre des brutalités. Pendant qu'on laisse tranquillement un Jany se livrer à des provocations, on passe ses nerfs sur des camarades qui ont le mauvais goût de ne pas être des 100 p. cent. Et parmi ces purs, il s'en trouve quelques-uns pour faire, à un camarade étranger et à une camarade femme, les réflexions suivantes : « Va militer dans ton pays. Va raccommodez tes chaussettes » qu'on est honteux d'entendre dans une manifestation communiste. Quant à la police, elle ne se trompe pas à notre égard ; si la distribution des tracts lui échappa, elle ne permit pas la vente de la Vérité dans le cimetière. La police a non seulement utilisé ses procédés habituels : présence massive, charges brutales, mais elle a également

innové. Dans le cortège, il avait été assez facile de remarquer la présence de quelques-uns de ces messieurs de la préfecture. Mais leur nombre même devait être beaucoup plus grand que nous l'imaginions, du fait même que 150 camarades étrangers furent arrêtés, non pas brutalement à la sortie, dans des bagarres ou des rafles, mais cueillis un par un, après avoir été repérés et suivis tout le long du cortège.

La manifestation du Mur de cette année ne se détache pas de l'atmosphère lourde, pénible dans laquelle évolue le mouvement révolutionnaire ; pour nous, oppositionnels, en commémorant ceux qui sont tombés dans les combats de classe, nous avons pu, une fois de plus, nous rendre compte du terrain cédé à la bourgeoisie.

ET LES GROUPES DE 20 ?

Pour la manifestation du Mur, la direction du Parti décida de former des groupes de 20.

On aurait pu croire que tous les membres du P.C. et des J.C. seraient mobilisés et organisés sérieusement par cellules, sous-rayons et rayons ; on aurait pu croire que les responsables seraient capables d'organiser une liaison entre chaque groupe et qu'ainsi leur ensemble présenterait une certaine cohésion dans le travail et l'action.

Il n'en fut rien ; on nomma simplement, pour l'organisation, un responsable par groupe de 20 et les cellules furent invitées à fournir quelques camarades pour la formation de ces groupes ; pour le rassemblement on indiqua des points à des camarades, ne se connaissant pas, sans leur demander d'arborer un signe distinctif quelconque ; ainsi, certains groupes de 20, furent réduits à 6 ou 10 copains qui arrivèrent sur le lieu de manifestation, bien après la foule ! Aucune liaison organisée n'existait pendant toute la manifestation, aucun mot d'ordre sur l'attitude à avoir ne parvint aux camarades des groupes de 20, qui le plus souvent, se contentèrent de porter des pancartes, de crier avec la foule, sans aucune cohésion.

On aurait pu croire en effet que ces groupes de 20 serviraient à quelque chose, que, groupes d'auto-défense, ils feraient le service d'ordre, qu'ils protégeraient la manifestation contre la police, qu'ils l'encadreraient en faisant la chaîne, qu'ils seraient et resteraient où était le danger ; ou bien que mêlés à la manifestation elle-même, ils l'animent dans un sens voulu, recommanderaient de chanter ou de se taire, ils indiqueraient l'attitude générale face aux flics : en un mot on pouvait croire que des objectifs précis et généraux seraient fixés aux groupes de 20. Au lieu de cela, constatons que les camarades n'eurent aucune instruction précise, que les responsables répondaient aux questions par un vague : « Je pense... attendons les ordres... »

Et comme les ordres ne vinrent pas, les groupes de 20, bien loin d'unifier la manifestation, furent ballottés, noyés par elle, sans influence.

Une liaison spontanée, accidentelle, très localisée et insuffisante fit savoir à quelques camarades, qu'un lieu de rendez-vous était fixé pour manifester dans Belleville. On oubliait simplement de fixer un heure, et une trentaine de camarades seulement se retrouvèrent à l'église de Belleville, ensuite au coin des rues de Belleville et des Pyrénées, puis descendirent jusqu'aux boulevards extérieurs.

Là, à l'heure de sortie des nombreux cinémas, aucun responsable ne prit ses... responsabilités, alors qu'il n'y avait qu'une dizaine de flics devant le magasin « Aux 4 arrondissements » ; un ivrogne permit aux flics de s'agiter et fut embarqué en taxi, avec la douceur habituelle et sans que personne ne dise un mot.

Ainsi, à l'expérience, que révélèrent les groupes de 20 ?

Leur faillite totale, leur impuissance à empêcher l'arrestation de copains étrangers et indochinois (ce qu'il fallait par-dessus tout).

Les groupes de 20, non formés, mal rassemblés, sans direction, sans instruction, sans liaison, aboutirent à l'échec total de la manifestation projetée après le Mur, à Belleville.

Sans doute, camarades du P.C. et des J.C. en reparlez-vous dans vos cellules et assemblées de sous-rayons et rayons ?

Un Communiste.

La Lutte de Classes

Des difficultés de toutes sortes nous ont obligé à reculer la parution du numéro de mai de la Lutte de Classes. Nous ferons donc paraître ce numéro en même temps que le numéro de juin, le 15 juin.

Ce numéro double (N° 21-22) comportera donc 130 à 150 pages.

Nous avons fait le possible pour que la revue paraisse régulièrement. Mais les difficultés nombreuses de toutes sortes que nous avons à surmonter nous ont retardé ce mois-ci. Espérons que ce sera la dernière fois. Nos camarades savent que tout notre effort est tendu vers une parution régulière et constamment améliorée de notre revue politique. Ils ne nous en voudront pas de ce retard momentané.

Jusqu'à présent nous avons fourni la revue par cahiers de 80 pages en moyenne. Ce nombre de pages représente mensuellement le minimum nécessaire pour traiter sérieusement tous les problèmes politiques qui doivent trouver place dans notre revue. Nous avons fixé le prix du numéro à 2 francs, et celui de l'abonnement à 20 francs pour un an.

Mais ce prix devient nettement insuffisant. C'est pourquoi nous avons décidé de porter le prix du numéro à 3 francs.

L'abonnement coûtera : pour la France et Colonies : 1 an 30 fr. ; 6 mois, 15 fr. pour l'étranger : 1 an 40 francs. ; 6 mois, 20 francs.

Nous pensons que ce prix légèrement relevé n'empêchera pas la diffusion toujours plus large de la Lutte de Classes.

Avec le développement de l'opposition, le rôle de la revue politique grandit. Nos camarades doivent y trouver les éléments nécessaires à leur éducation, à l'étude marxiste serrée des principaux problèmes posés à notre mouvement, en un mot l'arme théorique qui fera de nous la tendance communiste aux vues fermes et précises, seule capable de forger l'Internationale communiste.

Nous ne nous cachons pas les défauts actuels de la revue, qui tiennent avant tout dans la trop faible proportion d'articles touchant le mouvement ouvrier français, et dans la présentation systématique. Nous travaillerons à y remédier. Malgré nos forces encore faibles, l'ampleur de la tâche ne nous effraie pas. Au contraire.

Rappelons que dans le numéro d'avril (N° 20) se trouve la lettre ouverte aux membres du Parti communiste russe, du camarade Trotsky, document dont l'étude est indispensable à tous nos camarades. Au sommaire du même numéro : Editoriaux : La constitution de l'Opposition de gauche Internationale. Le second ministère Tardieu. La mise en valeur de l'Indochine et la bourgeoisie annamite, par Minh Kim. Le rôle et les tendances actuelles de la social-démocratie en France, par A. Ariat. La nouvelle orientation de la C.N.T. d'Espagne, par Lacroix, etc., etc...

LIGUE COMMUNISTE

(Opposition)

COMITE DES JEUNES

Devant la crise grave que traverse la Jeunesse communiste, les jeunes oppositionnels de gauche conviennent tous les jeunes militants à venir discuter des méthodes qui assureront la régénérescence de l'organisation en la mettant à l'avant-garde des jeunes travailleurs.

Assistez à la

REUNION

qui aura lieu le

SAMEDI 31 MAI, A 21 H. 30

Salle du Café,

142, rue des Pyrénées, Paris-20°

(Métro : Bagnolet)

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC

10, Cité Nys, PARIS-XI°
Tél. : Ménilmontant 73-26

LES REVUES

EDITIONS - LIBRAIRIE

47, rue Monsieur-le-Prince
Paris (6°)

Dernières publications

COLLECTION ORANGE

G. Plekhanov

LE MATERIALISME MILITANT

Préface de A. Deborine
Traduction de S. Engelsen
Le volume : 12 francs

Max Beer

HISTOIRE GENERALE DU SOCIALISME ET DES LUTTES SOCIALES

Tome I^{er} : Les luttes sociales dans l'Antiquité

Traduction, seule autorisée par l'auteur, de Marcel Ollivier

Prix : 12 francs

Demandez les conditions de souscription aux cinq volumes

F. Engels

LUDWIG FEUERBACH ET LA FIN DE LA PHILOSOPHIE CLASSIQUE

suivi des

Thèses de Marx sur Feuerbach

Introduction, traduction et Notes de Marcel Ollivier

Prix : 10 fr. 50

“Nos poètes”

V. Maïakovski

LE NUAGE DANS LE PANTALON NOTRE DIMANCHE CHAROGNES ODE A LA REVOLUTION

Préface de Trotski

Le volume : 9 francs

POEMES D'OUVRIERS AMERICAINS

Traduits par

N. Guterman et P. Morhange

3^e édition

Le volume : 9 francs

A paraître incessamment à nos Editions :

Ilya Ehrenbourg

10 CV

et

LA RUELLE DE MOSCOU

Chèque postal : Paris 626-76

La Vérité

Hebdomadaire

Organe de la Ligue Communiste (Opposition)

45, Boulevard de la Villette, Paris X°

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris

Directeur politique : A. Rosmer

Administrateur : P. Frank